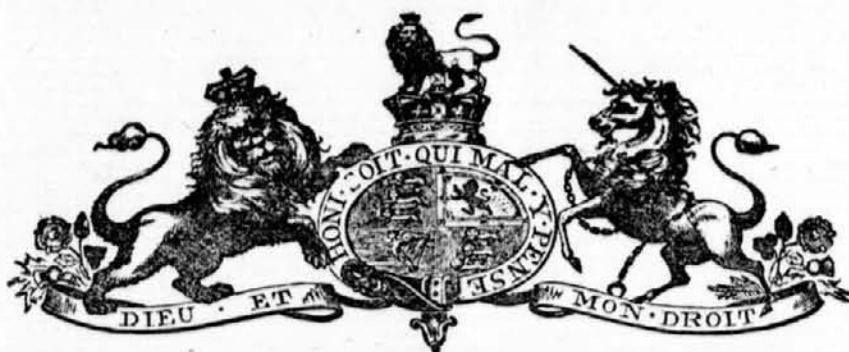




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 MARS 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 917

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 2)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à la protection contre les abeilles

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section et les articles suivants sont insérés dans les Statuts refondus, 1909, après la section vingt-deuxième du chapitre deuxième du titre onzième :

" SECTION XXIIIa

" DE LA PROTECTION CONTRE LES ABEILLES

" 5956a. Une ruche contenant une colonie d'abeilles ne peut être laissée sur un terrain que si elle est à trente pieds du chemin public ou des

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30th MARCH, 1912.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 918

(ASSEMBLY BILL No. 2.)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting protection against bees.

[Assented to 14th March, 1912.] •

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. The following section and articles are inserted in the Revised Statutes, 1909, after section twenty second of chapter second of title eleventh :

SECTION XXIIIa.

" PROTECTION AGAINST BEES

" 5956a. No hive containing a swarm of bees shall be left upon any land unless it is at least thirty feet from the nearest highway or dwell-

habitations voisines dans une municipalité rurale, et à cinquante pieds dans une municipalité de ville ou de village.

La prohibition du présent article ne s'applique pas quand le terrain sur lequel est laissée la ruche est enclos du côté des habitations ou du chemin public, selon le cas, d'une clôture pleine de huit pieds de hauteur et prolongée à une distance de pas moins de quinze pieds en dehors des limites du rucher.

"5956b. Toute personne mise, de la part d'un contribuable ou d'un officier du conseil, selon le cas, en demeure de se conformer à la loi et qui ne s'y est pas conformée dans un délai de quinze jours est, sur conviction sommaire de telle infraction devant un juge de paix, passible d'une amende d'au moins une piastre et d'au plus quatre piastres, avec ou sans les frais, pour chaque jour qu'elle refuse ou néglige de se conformer à la loi".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 3)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés coopératives agricoles

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 1974 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 14, section 1, est de nouveau amendé en y ajoutant au premier alinéa, les mots : "La société peut payer l'intérêt aux sociétaires sur les versements payés par anticipation pour le temps à courir de la date du paiement à celle de l'échéance."

2. L'article 1976 desdits statuts est amendé en y ajoutant les mots : "Toutefois elles ne peuvent être transportées qu'à un cessionnaire accepté par le bureau de la société."

3. L'article suivant est inséré dans lesdits statuts après l'article 1980, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 15, section 1 :

"1980a. La société, ou son bureau de direction peut faire, amender ou abroger, entre autres, des règlements concernant l'admission des sociétaires, le transport des actions et le maximum des actions qu'un sociétaire peut souscrire."

4. L'article 1981 desdits statuts est amendé :

a. En y ajoutant au sous-paragraphe b du paragraphe 1 les mots : "disposer, céder ou transporter, sous forme de garanties pour toute somme empruntée ou tout cautionnement fourni, les sûretés ou les biens de la société avec ou sans pouvoir de vente ou avec toutes autres conditions spéciales jugées convenables et utiles."

ing in a rural municipality, and at least fifty feet therefrom in a town or village municipality.

This article shall not apply when the land upon which the hive is left, is fenced on the side nearest to the dwelling or highway, as the case may be by a fence without openings, at least 8 feet high and extending at least 15 feet beyond each end of the apiary.

5956b. Every person put in default by a rate-payer or by an officer of the council, as the case may be, to comply with the law who does not comply therewith within fifteen days, shall, on summary conviction thereof before a justice of the peace, be liable to a fine of not less than one dollar nor more than four dollars, with or without costs, for each day he refuses or neglects to comply with the law."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

(ASSEMBLY BILL No. 3.)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting co-operative agricultural associations

[Assented to 14th March, 1912.]

HIS MAJESTY, with the advise and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 1974 of the Revised Statutes, 1909, as amended by the act 1 George V (1st session), chapter 14, section 1, is further amended by adding to the end of the first paragraph the following : "The association may pay interest to any shareholder upon any instalment paid in advance, until the date when such instalment becomes due".

2. Article 1976 of the said statutes is amended by adding at the end thereof the words : "Nevertheless they can be transferred only to a transferee who has been accepted by the directors of the association."

3. The following article is inserted in the said statutes after article 1980 as amended by the act 1 George V, (1st session), chapter 15, section 1.

"1980a. The association, or its board of directors may make, amend or repeal, among others, by-laws respecting the admission of shareholders, the transfer of shares and the maximum number of shares for which a shareholder may subscribe."

4. Article 1981 of the said statutes is amended :

a. By adding at the end of sub-paragraph b of paragraph 1, the words : "dispose of, assign or transfer as security for any sum borrowed or any security supplied, any of the securities or property of the association, either with or without power of sale, or upon any other special conditions considered suitable and useful";

b. En y ajoutant au paragraphe 1, le sous-paragraphe suivant :

"c. Transporter, en tout ou en partie, à une institution financière ou à toute autre personne, aux conditions jugées convenables, les versements dus ou à échoir sur les actions souscrites par les sociétaires, comme sûreté collatérale du paiement de tout prêt fait à la société par billet ou autrement. Ce transport peut aussi être fait en faveur de toute personne, qu'elle soit directeur ou officier de la société ou non, qui se porte caution ou qui est déjà caution ou qui s'engage à être caution de la société pour l'accomplissement d'obligations assumées ou à être assumées par la société.

Tout transport fait en vertu du présent sous-paragraphe peut être fait par acte notarié ou en double devant témoins et doit être enregistré. Il peut être signifié au moyen d'avis rédigés selon la formule E et adressés à chaque sociétaire par lettre recommandée. Le notaire ou l'huissier qui fait ainsi une signification de transport en dresse un procès-verbal dont une copie ou un double est délivré à la société. Les certificats de recommandation signés par le maître de poste sont annexés à l'original du procès-verbal ou à l'un des doubles et le notaire ou l'huissier n'est pas tenu d'en délivrer copies à la société. Toutefois l'huissier qui dresse un procès-verbal doit remettre le double qui contient les certificats de recommandation au cessionnaire.

Les parties qui consentent à l'annulation d'un tel transport doivent faire signifier aux sociétaires un avis de l'annulation de ce transport. L'avis de l'annulation est signifié en l'une ou l'autre des manières mentionnées dans l'alinéa précédent.

Tout cessionnaire qui prélève des versements en vertu d'un transport doit en donner un reçu en double, dont un exemplaire est remis au trésorier de la société. Mention de ce reçu doit être faite dans les livres de la société par le trésorier."

c. En remplaçant le paragraphe 2 par le suivant :

"2. Le montant total des sommes empruntées ne doit jamais excéder quatre fois le montant des actions souscrites et celui du fonds de réserve."

5. L'article 1985 desdits statuts tel qu'amendé par la loi 1 George V, (1ère session), chapitre 14, section 4, est de nouveau amendé en y insérant après le mot : "janvier", dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 1, les mots : "ou tout autre jour du mois de janvier fixé par les directeurs."

6. L'article 1989 desdits statuts est amendé en en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants :

"La société peut avoir un fonds de réserve. Tant que ce fonds n'est pas égal au capital souscrit, le total des dividendes répartis ne doit pas excéder six pour cent du capital payé.

Lorsque la société a un fonds de réserve supérieur au capital souscrit, elle peut, après avoir payé des dividendes à un taux ne dépassant pas

b. By adding the following sub-paragraph to paragraph 1 :

"c. Transfer, in whole or in part, to a financial institution or to any other person, upon the conditions thought proper, the instalments due or to become due upon the shares subscribed by the shareholders, as collateral security for the payment of any loan made the association by note or otherwise. Such transfer may also be made to any person whether he be or be not a director or officer of the association, who becomes or has become or undertakes to become, surety of the association for the performance of obligations undertaken or to be undertaken by the association.

Any transfer made in virtue of this sub-paragraph may be made by notarial instrument or in duplicate before witnesses and shall be registered. It may be signified by means of a notice drawn up according to form E and addressed to each shareholder by registered letter. The notary or bailiff who so signifies a transfer shall draw up a report thereof a copy or duplicate of which shall be delivered to the association. The registration certificates signed by the postmaster shall be annexed to the original of the report or to one of the duplicates, and neither the notary nor the bailiff need deliver copies of them to the association. Nevertheless the bailiff, who draws up a report shall deliver to the transferee the duplicates to which the certificates of registration are annexed.

Any person consenting to the cancelling of any such transfer shall cause to be served upon the shareholders a notice of such cancellation. The notice of such cancellation shall be served in one or other of the manners mentioned in the last paragraph.

Every transferee who collects instalments in virtue of such a transfer, shall give a receipt therefor in duplicate, a copy of which shall be delivered to the treasurer of the association. Mention of such receipt shall be made by the treasurer in the books of the association";

c. By replacing paragraph 2 by the following :

"2. The total amount of the sums borrowed shall never exceed four times the aggregate amount of the subscribed shares and reserve fund."

5. Article 1985 of the said statutes as amended by the act 1 George V (1st session), chapter 14, section 4, is further amended by inserting therein after the word "January" in the second line of the second sub-section of paragraph 1, the words : "or any other day in the month of January fixed by the directors."

6. Article 1989 of the said statutes is amended by replacing the second paragraph by the following :

"The association may have a reserve fund. So long as this fund is not equal to the subscribed capital, the total amount of the dividends distributed shall not exceed six per cent of the paid up capital.

When the association has a reserve fund greater than the subscribed capital, it may, after having paid dividends of not more than

six pour cent sur le capital payé et avoir gardé pour le fonds de réserve au moins 10% des bénéfices, répartir le surplus des profits entre les sociétaires en proportion de leurs opérations avec la société d'après la base établie par la société ou le bureau de direction. Cette base peut être le montant payé par chaque sociétaire pour ses achats de la société; ou le montant payé par chaque sociétaire pour la conservation ou la préparation ou la transformation des produits de sa ferme ou de ses troupeaux; ou le montant de la valeur de ces produits; ou le montant touché par chaque sociétaire pour les produits de sa ferme ou de ses troupeaux, lorsque ces produits sont vendus à la société ou par son entremise; ou tous ces montants réunis ou quelques-uns d'eux, selon l'état et la répartition approuvés par les directeurs dont la décision à ce sujet est finale et définitive. Une société s'occupant de l'achat et de la vente de produits laitiers peut payer des dividendes à un sociétaire, fabricant ou propriétaire d'une fabrique, en raison des produits laitiers de cette fabrique vendus à la société ou par son entremise.

Un sociétaire qui achète de la société des produits des sociétaires vendus à la société ou par son entremise, ou préparés ou transformés par elle, n'a pas droit à des dividendes sur ces achats."

7. L'article 1990 desdits statuts est amendé en y ajoutant après les mots: "secrétaire-trésorier", dans la troisième ligne, les mots: "ou par tous autres officiers."

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"FORMULE E

"(Article 1981)

AVIS DE TRANSPORT

A , cultivateur, de la paroisse de , membre de la société coopérative agricole de

Monsieur,

Avis vous est donné, par les présentes, par M. , notaire, (ou par M. , huissier) de , que, par un acte reçu devant M. , notaire, (ou en double devant , témoins,) le jour du mois de mil neuf cent la société coopérative agricole de a transporté à la somme de , de la somme de étant les versements deuxième, (troisième, ou selon le cas), sur les actions que vous avez souscrites dans le capital de ladite société coopérative. Ce transport est ainsi fait comme sûreté collatérale pour le paiement d'un prêt (ou d'un cautionnement) consenti par ledit (ou que ledit s'est engagé à consentir).

six per cent of the paid up capital, and after having set aside for the reserve fund at least ten percent of the profits, distribute the remainder of the profits among the shareholders in proportion to their dealings with the association upon the basis established by the association or the board of directors. Such basis may be the amount paid by each shareholder for his purchases from the association, or the amount paid by each shareholder for the preservation, preparation or transformation of the products of his farm or live stock; or an amount equal to the value of such products; or the amount received by each shareholder for the produce of his farm or of his live stock, when such produce is sold by or through the association; or the aggregate of such amounts or any of them, according to the statement and apportionment of the directors, whose decision upon this matter shall be final and conclusive. An association which makes a business of buying and selling dairy produce may pay dividends to a shareholder, who is a manufacturer in proprietor of a factory in proportion to the dairy products of such factory sold by or through the association.

A shareholder who buys from the association produce of shareholders sold by or through the association or prepared or transformed by it, shall not be entitled to dividends upon such purchases.

7. Article 1990 of the said statutes is amended by inserting after the words "secretary-treasurer" in the third line, the words "or by any other officers".

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

FORM E

(ARTICLE 1981)

Notice of transfer

To , farmer of the parish of , member of the Co-operative Agricultural Association Sir,

You are hereby notified by Mr. , notary (or bailiff) of that by an instrument executed before Mr. , notary (or in duplicate before witnesses) the day of the month of 19 the Co-operative Agricultural Society has transferred to of , the sum of being the second, (or third as the case may be) instalments upon the shares in the capital stock of the said association for which you have subscribed. This transfer is thus made as collateral security for the payment of a loan (or for the giving of security) which the said has made or given or undertaken to make or give.

Ce transport a été enregistré au bureau d'enregistrement du comté de

le jour du mois de

191

Daté à , le jour du mois de
191

Notaire (ou huissier)

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 5)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant les registres dans les bureaux d'enregistrement

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 7504 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant :

"7504. Le secrétaire de la province, d'après les instructions qu'il peut recevoir de temps à autre du lieutenant-gouverneur en conseil, fournit et transmet à chaque bureau d'enregistrement tous les registres nécessaires à la tenue d'un bureau d'enregistrement au fur et à mesure qu'un ou des registres, selon le cas, sont requis pour la bonne administration du bureau sur rapport de l'un des inspecteurs.

Le coût de ces registres est payé à même les deniers non affectés entre les mains du trésorier de la province."

2. La présente loi ne s'appliquera aux registrateurs qui ont payé à leurs propres frais les registres actuellement en usage, qu'au fur et à mesure que de nouveaux registres seront requis pour la bonne administration de leurs bureaux, sur rapport de l'un des inspecteurs.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 7)

Loi amendant la loi du Barreau de la province de Québec

(Sanctionnée le 14 mars 1912),

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 4522 des Statuts refondus, 1909, est amendé :

a. En y ajoutant, après le mot : "choisit", dans la quatorzième ligne, le mot : "annuellement";

b. En en retranchant, dans la quinzième ligne, les mots : "pour quatre années".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

This transfer was registered in the registry office for the county of

on the day of the month of

19

Dated at , the day of 19

Notary (or bailiff).

(ASSEMBLY BILL No. 5)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting registers in registry offices.

(Assented to 14th March, 1912)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 7504 of the Revised Statutes, 1909, is replaced by the following :

"7504. The Provincial Secretary, pursuant to instructions which he may receive, from time to time, from the Lieutenant-Governor in Council, shall supply and transmit to each registry office, all the registers necessary for the carrying on of a registry office, whenever according to a report of an inspector, one or more registers, as the case may be, are required for the proper working of the office.

The cost of such registers shall be paid out of any unappropriated moneys in the hands of the Provincial Treasurer."

2. This act shall not apply to registrars who have supplied at their own expense the registers now in use, except in so far as and whenever new registers, are, according to the report of an inspector, needed for the good working of their offices.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

(ASSEMBLY BILL No. 7)

An Act to amend the Bar Act of the Province of Quebec.

(Assented to 14th March, 1912)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 4522 of the Revised Statutes, 1909, is amended :

a. By adding after the word "appoint" in the sixteenth line the word "annually";

b. By striking out the words "for four years" in the seventeenth line.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 8)

Loi amendant le Code de procédure civile relativement aux actions contre les corporations formées irrégulièrement et contre celles qui violent ou excèdent leurs pouvoirs

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 978 du Code de procédure civile est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant après le paragraphe 2 :

"Toute personne intéressée peut aussi poursuivre, en son propre nom, toute infraction au présent article".

2. L'article suivant est inséré dans ledit code après l'article 980 :

"980a. Lorsque le bref est demandé par une personne autre que le procureur général, il ne peut être émis que si le *fiat* ou *præcipe* est aussi accompagné d'une autorisation écrite du procureur général".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 11)

Loi amendant la loi des syndicats de Québec

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 6763 des Statuts refondus, 1909, est amendé en remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

"Cependant dans les cités et villes comprenant plus d'une division électorale provinciale, la circonscription sociale peut être celle fixée par les limites territoriales desdites cités et villes où les syndicats ont leur siège social."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(BILL DE L'ASSEMBLÉE No 15)

Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'indemnité des jurés

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 3463 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant :

"3463. 1. Chaque juré appelé à servir comme grand ou petit juré reçoit une indemnité de

(ASSEMBLY BILL No. 8.)

An to amend the Code of Civil Procedure respecting actions against corporations illegally formed or violating or exceeding their powers.

(Assented to 14th March, 1912)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 978 of the Code of Civil Procedure is amended by adding the following paragraph after sub-paragraph 2 :

"Such violations may also in any of the above cases be prosecuted by any person interested, in his own name".

2. The said Code is amended by inserting the following article after article 980 :

"980a. When the writ of summons is demanded by any person other than the Attorney-General, it cannot be issued unless the *fiat* or *præcipe* is also accompanied by a written authorization of the Attorney-General."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

(ASSEMBLY BILL No. 11)

An Act to amend the Quebec Syndicates Act

(Assented to 14th March, 1912).

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1 Article 6763 of the Revised Statutes, 1909, is amended by replacing the third paragraph by the following :

"Nevertheless in cities and towns including more than one provincial electoral district, the territory within which the association shall operate, may be that fixed by the territorial limits of said cities and towns where the associations have their corporate seats."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

(ASSEMBLY BILL No. 15)

An Act to amend the Revised Statutes, 1909, respecting the indemnity payable to jurors

(Assented to 14th March, 1912)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 3463 of the Revised Statutes, 1909, is replaced by the following :

"3463. 1. Every person summoned to serve as a grand juror or a petit juror, shall receive

deux piastres pour chaque jour qu'il est nécessairement absent de son domicile pour comparaître devant le tribunal.

2. En sus de l'indemnité ci-dessus le juré qui demeure à plus de quatre milles du palais de justice où est tenue la cour a droit au remboursement de ses dépenses réelles de voyage.

3. L'indemnité du juré, et ses dépenses attestées sous serment, sont payées par le shérif sur certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, selon le cas."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

(BILL DE L'ASSEMBLEE, No 20)

Loi relative aux heures de travail des femmes et des enfants dans certaines manufactures

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

SA MAJESTÉ, ds l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 3837a des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 27, section 3, est remplacé par le suivant :

"3837a. Dans les filatures de coton ou de laine, les garçons au dessous de dix-huit ans, les enfants, les filles et les femmes ne peuvent être admis à travailler pendant plus de dix heures dans une même journée, ni pendant plus de cinquante-cinq heures dans une même semaine.

Il doit être accordé une heure pour le repas, chaque jour, à midi ; mais cette heure ne doit pas faire partie du nombre d'heures de travail ci-dessus indiqué.

La journée, dont il est fait mention dans le présent article, ne doit pas commencer avant sept heures du matin, ni se terminer après six heures et demie du soir."

2. La présente loi entrera en vigueur le premier jour de janvier 1913.

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 mars 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission, sous le Grand Sceau de la province, M. Aug. M. Tessier, avocat, de Rimouski, district de Rimouski. 1289

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du quatorzième jour de mars 1912, de nommer MM. Henri Philippe Rouleau, médecin, de Victoriaville, Damase Larue, médecin, de Saint-Germain-de-Grantham, Cyrille B. Delâge, médecin, de Thetford Mines, et Achille J. Boisvert, médecin, de Plessisville, coroner conjoint, pour le district d'Arthabaska. 1305

an indemnity of two dollars for each day that he is necessarily absent from his domicile to attend the court

2. In addition to the above indemnity, every juror who resides more than four miles from the court house where the court is held, shall be entitled to a refund of his actual travelling expenses.

3. The indemnity of the juror, and his expenses attested under oath, shall be paid by the sheriff upon a certificate of the clerk of the peace or of the clerk of the Crown as the case may be.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

(ASSEMBLY BILL No. 20)

An Act respecting working hours for women and children in certain factories

(Assented to 14th March, 1912)

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Article 3837a of the Revised Statutes, 1909, as enacted by the act 1 George V (1st session), chapter 27, section 3, is replaced by the following :

"3837a. In cotton or woollen factories, no boy less than eighteen years old, and no child, girl or women shall be employed more than ten hours in any one day, or more than fifty-five hours in any one week.

One hour shall be allowed at noon each day for meals, but such hour shall not be counted as part of the working hours hereinabove mentioned.

The day mentioned in this article shall not begin before seven o'clock in the morning, nor end after half-past six o'clock in the evening."

2. This act shall come into force on the first day of January, 1913.

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Queb c, 25th March. 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Aug. M. Tessier, advocate, of Rimouski, district of Rimouski. 1290

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourteenth day of March, 1912, to appoint Messrs. Henri Philippe Rouleau, physician, of Victoriaville, Damase Larue, physician, of Saint-Germain-de-Grantham, Cyrille B. Delâge, physician, of Thetford Mines, and Achille J. Boisvert, physician, of Plessisville, joint coroner, for the district of Arthabaska. 1306

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 16^e jour de mars 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montmagny, M. Ernest Genest, de Saint-Camille, comté de Bellechasse, gentilhomme.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 18^e jour de mars 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Ottawa, M. Louis Noé Adam, agent, de Clément, comté d'Ottawa.

1303

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOVIN, } **A**TTENDU que
Procureur-Général. } sur présenta-
tion au conseil municipal du comté de Champlain, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Champlain, a nommé M. Arthur Ernest Paquet, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village d'Almaville, dans le comté de Champlain, est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant du point où aboutit à la rivière Saint-Maurice, la ligne nord-est du lot No 920 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain ; de là, vers le sud-est, une longueur de mille neuf cent cinquante-cinq (1,955) pieds anglais mesurée sur cette ligne, puis, vers le sud-ouest, perpendiculairement à cette ligne, une autre ligne longue d'environ deux mille trois cent soixante-cinq (2,365) pieds anglais, à

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th day of March, 1912, to associate to the commission of the peace for the district of Montmagny, Mr. Ernest Genest, of Saint Camille, county of Bellechasse, gentleman.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th day of March, 1912, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, Mr. Louis Noé Adam, agent, of Clement, county of Ottawa.

1304

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOVIN, } **W**HEREAS, on
Attorney General. } presentation to
the county council of the county of Champlain, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said county council of the said county of Champlain, has named Mr. Arthur Ernest Paquet, special superintendent, and has charged him to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the village of Almaville, in the county of Champlain, is a dismemberment of the municipality of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, and its limits are described as follows, to wit :

Starting from the point where the north east line of lot No. 920, of the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, in the county of Champlain, ends at the Saint Maurice river ; thence, towards the south east for a length of nineteen hundred and fifty five feet (1955) english, measured on the said line ; thence, towards the south west perpendicularly to the said line, another line of about two thousand three hundred

travers les lots Nos 920, 919, 918A, 918 et 917, du même cadastre, jusqu'à la ligne sud-ouest du susdit lot No 917; de là, vers le nord-ouest, la dite ligne sud-ouest du lot No 917, et son prolongement à travers les lots Nos 159, 160, 161 et 162, dans le rang des grès, jusqu'à l'intersection du fond d'un ravin dans le lot No 162, puis, vers le nord, en suivant le dit fond de ravin jusqu'à la rivière Saint-Maurice, et vers l'est, cette rivière, jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Almaville," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Almaville, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELE, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent douze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1297

Sous-secrétaire de la province

and sixty five feet english in length through the lots Nos. 920, 919, 918A, 918, 517, of the same cadastre, as far as the south west line of the aforesaid lot No. 917; thence, towards the north west, the said south west line of lot No. 917, and its prolongation through the lots Nos. 159, 160, 161, 162, in the des Grès range, as far as the intersection of the bottom of a ravine in lot No. 162; thence, towards the north following the said bottom of the ravine as far as the Saint Maurice river, and towards the east, the said river to the point of departure, shall be detached from the municipality of Notre-Dame-du-Mont-Carmel and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Almaville," from this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Almaville, a village municipality, pursuant to the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir FRANÇOIS LANGELE, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1298

Deputy Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

No 2731-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie, comté de Mégantic, tout le territoire compris dans les limites assignées au village de Robertsonville par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 7 août 1909, de plus, la demie sud-ouest du lot No 7, le lot No 8, et la demie nord-est du lot No 9, du 5e rang du canton Thetford; le lot No 8, et la demie nord-est du lot No 9, du 6ème rang, du même canton, et d'ériger le tout en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Robertsonville", même comté.

1293

Québec, 22 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Aimé Lussier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire J. A. Fournier, en son vivant demeurant et pratiquant à l'endroit susdit, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

1275

Government Notices

No. 2731.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Cœur-de-Marie, county of Mégantic, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the village of Robertsonville by proclamation published in the "Official Gazette" of the 7th August, 1909, moreover, the south west half of lot No. 7, lot No. 8, and the north east half of lot No. 9, of the 5th range of the township of Thetford, lot No. 8 and the north east half of lot No. 9 of the 6th range of the same township, and to erect the whole into a separate school municipality, under the name of "Robertsonville", same county.

1294

Quebec, 22nd March, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Aimé Lussier, esquire, notary public, practising and residing in the town of Saint John's, county of Saint John's, district of Iberville, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late notary J. A. Fournier, in his lifetime notary public, practising and residing at the aforesaid place, the whole in accordance with the provisions of the notarial code.

1276

Québec, 25 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accorder, en faveur de J. Albéric Sigouin, notaire public, demeurant et pratiquant en la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, la transmission des minutes, répertoire et index de feus les notaires Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux et J. B. D. Villemure, en vertu des dispositions du code du notariat.

1287

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt mars 1912, constituant en corporation MM. Julien Déguire, Louis Joseph Lafond, Camille L'Heureux, Louis Adélaïde Blanchet et Victor Lamoureux, marchands-tailleurs, de Montréal, dans les buts suivants :

De favoriser et développer entre les membres des rapports plus intimes de camaraderie, et procurer aux membres des moyens de se récréer et de protéger leur commerce en général, meubler, aménager et tenir ouverte et accessible aux membres une maison et logis, acquérir, posséder, céder, aliéner et transporter tous les biens meubles et immeubles qu'elle qu'en soit la valeur et que ce soit dans le but ci-dessus ou pour spéculation, la louer ou s'en servir au bénéfice et dans l'intérêt de l'association ;

L'association ci-dessus consistera dans les membres actuels et dans ceux qui seront élus par la suite ;

Les membres ne seront pas personnellement responsables pour les dettes de l'association ;

Avoir le pouvoir de faire des règlements pour la bonne administration de l'association et la régie de ses membres ;

De protéger le commerce des marchands-tailleurs en général, et aider au progrès et au développement de leur commerce, sous le nom de "L'Association des Marchands Tailleurs de la cité et du district de Montréal", Limitée, avec un capital de mille piastres (\$1,000.00), divisé en mille (1000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1301

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Michael Joseph O'Brien, commis, Herbert William Jackson, commis, et Edward Stuart McDougall, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux et en disposer, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Avec l'approbation des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Québec, 25th March, 1912.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec has been pleased to authorize, in favor of J. Albéric Sigouin, notary public, practising and residing in the town of Saint Jérôme, county of Terrebonne, district of Terrebonne, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notaries Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux and J. B. D. Villemure, in accordance with the provisions of the notarial code.

1288

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1912, incorporating Messrs. Julien Déguire, Louis Joseph Lafond, Camille L'Heureux, Louis Adélaïde Blanchet and Victor Lamoureux, merchant tailors, of Montreal, for the following purposes :

To promote and develop amongst the members more intimate relations of comradeship and procure for them means of recreation, and to protect their business generally, furnish, equip and keep open and accessible for the members a house and lodging, acquire, hold, convey, alienate and transfer any moveable and immoveable property of any kind and value whatsoever for the aforesaid purpose or for speculation, lease or make of use of same for the benefit and in the interest of the association ;

The aforesaid association shall consist of the actual members and of those elected hereafter ;

The members shall not be personally liable for the debts of the association ;

To have the power to make by-laws for the proper administration of the association and the government of its members ;

To protect the trade of the merchant tailors generally, and aid in the progress and development of their business, under the name of "L'Association des Marchands Tailleurs de la cité et du district de Montréal, Limitée", with a capital of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1302

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1912, incorporating Messrs. Francis George Bush, book keeper, George Robert Drennan, stenographer, Michael Joseph O'Brien, clerk, Herbert William Jackson, clerk, and Edward Stuart McDougall, student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, square or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvements calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value ;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges ou garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou autres pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débiteures ou garanties dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, actions, obligations, débiteures, stock ou garanties de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles ou immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre, ou pour services rendus au moyen d'avancement ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires d'objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelle, accepter de l'argent, ou au lieu de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débiteures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps en temps, tout argent, actions, obligations, débiteures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Et en général faire toutes autres choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Riverdale Park Limited", avec un capital total de cent soixante et cinq mille piastres (\$165,000.00), divisé en mille six cent cinquante (1650) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1277

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Auguste François Revol, industriel, Joseph Quintal, exportateur, Ernest Rémi Décary, notaire, de Montréal, Donald Munro, exportateur, de la ville d'Outremont, et Joseph Alphonse Sauvé, comptable, de Montréal, dans les buts suivants :

Exportation du bétail canadien en général et particulièrement en France ;

Exportation des produits canadiens de toute nature en général et particulièrement en France ;

Etablir et maintenir des cours à bestiaux "stock yards", entrepôts, magasins et autres locaux nécessaires ou utiles à ces industries ou commerces ;

Acheter, acquérir et vendre tous bestiaux et produits aux fins ci-dessus mentionnées et en disposer autrement suivant les besoins et les intérêts de la compagnie ;

To take and hold mortgages, hypotheca, liens or charges or secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights, or other assets acquired by the company by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or, in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and to distribute among the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

And generally to do all such other things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Riverdale Park, Limited", with a capital stock of one hundred and sixty five thousand dollars (\$165,000.00), divided into one thousand six hundred and fifty (1650) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1278

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of March, 1912, incorporating Messrs. Auguste Francis Revol, manufacturer, Joseph Quintal, exporter, Ernest Rémi Décary, notary, of Montreal, Donald Munro, exporter, of the town of Outremont, and Joseph Alphonse Sauvé, accountant, of Montreal, for the following purposes :

To export canadian cattle generally, and particularly to France ;

To export canadian products of every nature generally, and particularly to France ;

To establish and maintain stock yards, warehouses, stores and other premises necessary or useful for the said businesses or undertakings ;

To purchase, acquire and sell any cattle and products for the aforesaid mentioned purposes and otherwise dispose of same according to the needs and interests of the company ;

Acheter et acquérir toutes industries d'une nature semblable et acheter et acquérir tous intérêts ou contrôles dans toute industrie d'une nature semblable et les payer en deniers comptants, obligations ou actions acquittées de la compagnie ;

Conclure des conventions au sujet du partage des bénéfices, de la fusion des intérêts, de la co-opération, des risques communs, des concessions réciproques ou autres avec toute personne, maison ou compagnie exerçant ou à la veille d'exercer ou entreprendre une industrie ou transaction semblable à celles que la présente compagnie est autorisée à exercer ou faire, et avancer des fonds, garantir des contrats ou autrement aider toute telle personne, maison ou compagnie ;

Se fusionner avec toute autre compagnie française dont le but est semblable à celui de la présente compagnie ;

Acheter et détenir des actions, effets ou obligations de toute compagnie engagée dans une industrie de même nature ou ayant des objectifs semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie, et les payer en deniers comptants, actions ou obligations de la présente compagnie ou autrement ;

Vendre ou céder la propriété ou l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets, en totalité ou en partie, semblables à ceux de la compagnie ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus concernant la formation et l'avancement de la compagnie et l'administration de ses affaires, sous le nom de "Compagnie France & Canada", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars mil neuf cent douze.

C. J. SIMARD,

1291

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt mars 1912, à la compagnie "La Vigie", par lesquelles elle a été autorisée à augmenter son fonds social jusqu'au montant de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisant le nouveau fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), en mille (1000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1307

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Sydney Gellen Hyman, courtier, de la cité de Brockville, Ont., Joseph Stephen Miller, courtier, Annie Petteway, épouse de Joseph Stephen Miller, Louis John Marler, courtier, et Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Aquérir par option, achat, louer et posséder autrement des immeubles ; construire des maisons d'habitation et toutes autres bâtisses sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux ; vendre, louer, transporter, échanger tels immeubles ou aucune partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, subdiviser et tracer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelle, carrés ou autrement ;

To purchase and acquire any industry of a similar nature and purchase and acquire any interest or control in any business of a like nature, and pay for same in cash, debentures or paid up stock of the company ;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or other with any person, firm or company engaged in or about to engage in or undertake any business or transaction similar to those which this company is authorized to exercise or carry on, and advance funds to, guarantee the contracts of or otherwise aid any such person, firm or company ;

To amalgamate with any other french company whose purpose is similar to that of this company ;

To purchase and hold the stock, effects or debentures of any company engaged in a similar business or having similar objects in whole or in part to those of this company, and pay for same in cash, shares or debentures of this company, or otherwise ;

To sell or assign the property or undertaking of the company in whole or in part for the compensation the company may deem advisable, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered respecting the formation and advancement of the company and the administration of its business, under the name of "Compagnie France & Canada", with a capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into seven hundred thousand and fifty (750) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1292

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1912, to the company "La Vigie", by which it has been authorized to increase its capital stock up to the amount of forty five thousand dollars (\$45,000.00), dividing the new capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1308

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1912, incorporating Messrs. Sydney Gellen Hyman, broker, of the city of Brockville, Ontario, Joseph Stephen Miller, broker, Annie Pettaway, wife of Joseph Stephen Miller, Louis John Marler, broker, and Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by option, purchase, lease, or otherwise and to own real estate ; to construct dwelling houses and any other buildings upon such real estate or any part thereof ; to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, subdivide and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et avec l'approbation de la majorité des actionnaires pour aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et pour augmenter sa valeur :

Acquérir et posséder ou autrement faire le commerce de stock, obligations, débetures, actions, inscriptions ou garanties de tout individu, gouvernement, état, possession, souverain ou autorité de toute compagnie incorporée ou non incorporée ;

Acquérir aucun des susdits placements par souscription originale, soumission, participation dans les syndicats ou autrement, soit acquittés ou non et faire les paiements d'iceux lorsqu'ils sont demandés, ou en avance de demandes ou autrement, les assumer ou souscrire conditionnellement ou autrement, changer les placements de la compagnie et en général vendre, échanger, mettre à profit aucun des biens de la compagnie, ou en disposer et en faire le commerce autrement ;

Offrir pour souscription publique ou autrement favoriser ou aider à placer aucun des susdits placements, donner toute garantie à tout tel placement acquis par l'entremise de la compagnie ou fait par icelle, recevoir les documents et valeurs pour la sûreté, transmission ou dépôt, agir comme agent pour toutes fins ;

Agir comme patrons, agents ou procureurs pour la vente de la propriété, les placements, maniement, prêt, paiement, hypothèques, obligations, billets, promesses par écrit et autres garanties ;

Faire les affaires de courtiers d'assurances et d'agents d'assurances ;

Acquérir, posséder et mettre en opération les affaires, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'icelles à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie sous aucun titre ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelles accepter de l'argent ou au lieu d'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou garanties ou autre propriété appartenant à la compagnie ;

Aucun pouvoir octroyé par les présentes sera limité ou restreint par l'application ou interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, et mettre en opération les susdits objets soit comme patrons, agents, courtiers ou autrement, sous le nom de "The Realty Loan and Investing Company of Canada, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and with the approval of the majority of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more assessable and to enhance its value ;

To acquire and hold or otherwise deal with any stock, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any individual, government, state, dominion, sovereign or authority of any company, corporated or unincorporated ;

To acquire any such investments aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called upon, or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe to the same conditionally or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of deal with or turn to account any of the assets of the company ;

To offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments aforesaid, to give any guarantee to any such investment acquired through or from the company, to receive documents and valuables for safe custody, transmission or deposit, to act as agent for all purposes ;

To act as principals, agents or attorneys, for the sale of property, the investment, handling, loan, payment, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents ;

To acquire and own, and operate any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets, and other rights which the company may lawfully acquire, by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any real or personal property, right or other assets acquired by the company by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with an individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefore to accept cash, or in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or securities or other property belonging to the company ;

No power herein granted shall be limited or restricted by the application or interpretation of any other power so granted ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above or any of them, and to carry out the aforesaid objects either as principals, agents, brokers or otherwise, under the name of "The Realty Loan & Investing Company of Canada Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Arthur Talbot, marchand, Lorenzo Couture, commerçant, Arthur Fillion, gérant, Adolphe Lambert, contre-maître, J. Emile Fortin, médecin, de Robertsonville, dans les buts suivants :

Acheter et vendre du bois de construction et bois de toute sorte et en faire le commerce ;

Etablir une manufacture ou manufactures dans les buts de manufacturer des fournitures de maisons, de bureau et autres de toute sorte ou nature quelconque et de les vendre et en disposer ;

Manufacturer toute espèce d'articles susceptibles d'être manufacturés avec du bois ;

Faire le commerce de bois, des déchets du bois et en disposer, conduire et établir des moulins dans le but de scier et manufacturer du bois et faire en général les affaires de bois et en disposer, posséder et acquérir tous les immeubles, limites, forêts et bâtisses par vente, bail ou autrement nécessaires pour les fins susdites, sous le nom de "La Compagnie de Meubles de Robertsonville Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent (\$49,900.00) piastres, divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Robertsonville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1193.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Joseph Touzin, marchand, J. Gédéon René, comptable, Hector Bourbonnière, commis, Alphonse Demers, propriétaire, et Léon Gauvin, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

De faire le commerce de sable, de gravois et de minéraux en général ;

De louer, acheter, posséder, vendre, sous-louer barges, chalands, bateaux de toutes sortes, remorqueurs, bateaux-à-vapeur, machines, outils et accessoires nécessaires aux fins de commerce de la dite compagnie ;

D'acheter, louer, posséder, vendre et exploiter terrains, enclos, lots de grève, droits miniers, immeubles, propriétés et constructions pour les fins des affaires de la compagnie ;

De construire barges, chalands ou bateaux-à-vapeur ou à force motrice quelconque pour le transport de matériaux, fret ou articles se rapportant aux affaires de la compagnie ;

Produire, faire et exploiter tous genres de pouvoirs électriques pour les fins de commerce de la compagnie ;

De creuser, draguer, enlever et transporter, au moyen de dragues, bateaux-dragueurs, chalands ou autres machines ou bateaux de toutes sortes, les matériaux servant aux fins de commerce de la compagnie ;

Agir comme agent de compagnie ou compagnies, personne ou personnes engagées dans la fabrication et la vente d'appareils et accessoires nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Se joindre à d'autres compagnies ayant un but semblable à celui-ci, vendre et disposer de tout ou en partie pour des considérations profitables à la compagnie, quand les directeurs jugeront convenable et en particulier des actions, stocks, débetures ou sûretés de toutes autres compagnies ayant des objets comme ci-haut ;

Se procurer, posséder, acheter et exploiter droits, goodwill, propriétés et actif, et assumer les responsabilités et dettes de tout ou en partie de personne

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of March, 1912, incorporating Messrs. Arthur Talbot, merchant, Lorenzo Couture, trader, Arthur Fillion, manager, Adolphe Lambert, foreman, J. Emile Fortin, physician, of Robertsonville, for the following purposes :

To purchase and sell lumber and wood of all kinds and deal in same ;

To establish a factory or factories for the purposes of manufacturing house, office and other furnishings of any kind or nature whatsoever and sell and dispose of same ;

To manufacture any kind of articles susceptible of being manufactured with wood ;

To deal in lumber and waste lumber, and dispose thereof ;

To manage and establish mills for the purpose of sawing and manufacturing lumber and generally carry on the wood business and dispose of same ;

To hold and acquire any immovables, limits, forests and buildings by sale, lease or otherwise necessary for the aforesaid purposes, under the name of "La Compagnie de Meubles de Robertsonville, Limitée", with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Robertsonville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1194

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1912, incorporating Messrs. Joseph Touzin, merchant, J. Gédéon René, accountant, Hector Bourbonnière, clerk, Alphonse Demers, proprietor, and Léon Gauvin, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in sand, gravel and ores in general ;

To lease, purchase, hold, sell, sublet barges, lighters, boats of all kinds, tow-boats, steam boats, machinery, tools and accessories necessary for the purposes of the business of the said company ;

To purchase, lease, hold, sell and exploit lands, enclosures, beach lots, minings rights, immovables, property and structures for the purposes of the business of the company ;

To build barges, lighters or steam or motor boats of any kind for the conveyance of materials, freight or articles in connection with the business of the company ;

To produce, manufacture and operate any kind of electric power for the purposes of the business of the company ;

To dig dredge, remove and convey by means of dredging machines, dredges, lighters or other machinery or boats of all kinds, the materials used for the purposes of the business of the company ;

To act as agent of a company or companies, person or persons engaged in the manufacture and sale of apparatus and accessories necessary for the business of the company ;

To amalgamate with other companies having a similar purpose to that of this company, sell and dispose of in whole or in part for considerations profitable to the company, when the directors shall deem advisable, and in particular shares, stock, debentures or securities of any other companies having objects as aforesaid ;

To procure, hold, purchase and exploit the rights, goodwill, property and assets, and assume the responsibilities and debts in whole or in part of any

ou personnes, compagnie ou compagnies, associations ou corporations maintenant ou plus tard engagées en tout ou en partie dans toutes les affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Donner et délivrer des parts payées de la compagnie en paiement de tout ou en partie de prix d'achat de toute propriété, immeubles, machines, patentes ou droits, ou en paiement de services rendus et ouvrages faits pour la compagnie, et acheter bons, débetures, stocks, propriétés, actif de personne ou personnes, compagnie ou compagnies ayant objet semblable à celui de cette compagnie ;

Donner et délivrer des parts payées en paiement de tout ou en partie pour l'acquisition du commerce actuellement fait par Joseph Touzin, comprenant chalands dragueurs, engins, derricks, droits de grève et accessoires, sous le nom de "The Touzin Sand Company, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
1195.2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14ème jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Edmond Fournier, forgeron, Louis St. Laurent, agent, Rosario Fournier, plombier, Alphonse Beaudet, agent voyageur, du village de Mont-Joli, et Téléphore Morais, fils, voyageur de commerce, de la paroisse de Saint-Fabien, dans les buts suivants :

Faire les affaires de marchands en gros et en détail, et plus spécialement le commerce en gros et en détail de bois de toute nature et de toute description, charbon ou autre combustible, de machines agricoles et instruments d'agriculture, machines pour les chemins, machines domestiques de toutes sortes, tel que moulins à coudre et autres, outils de ferme, machines à fabriquer la brique, moteurs et engins de toute sorte, et tous autres instruments, machines et outils de toute description, voitures d'été et d'hiver, automobiles, engrais chimiques, instruments de musique, fils de fer, broches à clôtures ou autres, tôle galvanisée ou à couverture, fer blanc, pierre brute et taillée, briques, marbres, appareils servant à produire de l'électricité, poêles, meubles, câble et corde de toute espèce, tuyaux, huiles, lampes, provisions de toutes espèces, ferronneries ;

Agir aussi comme agents généraux ou spéciaux, agents ou marchands à commission pour toute personne, société ou corporation manufacturant ou vendant en gros ou en détail aucun des objets, marchandises ou effets ci-dessus mentionnés ou autres semblables ;

Tirer, faire, et dresser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transportables ;

Acquérir des fonds de commerce, les vendre en bloc ou en détail, ou les liquider par encaissement ;

Acquérir, louer, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner autrement des biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire toute autre chose se rattachant à tous les objets ou fins ci-dessus ou propre à les faire atteindre, sous le nom de "La Compagnie de Transfert, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Mont-Joli, district de Rimouski.

person or persons, company or companies, associations or corporations now or hereafter engaged in whole or in part in any business that the company is authorized to carry on ;

To give and hand over paid up shares of the company in payment of the whole or part of the purchase price of any property, immovables, machinery, patents or rights, or in payment for services rendered and work done for the company, and purchase bonds, debentures, stock, property, assets of any persons or persons, company or companies having a similar objects to that of this companies ;

To give and hand over paid up shares in whole or part payment for the acquisition of the business presently carried on by Joseph Touzin, comprising dredging lighters, engines, derricks, beach rights and accessories, under the name of "The Touzin Sand Company, Limited", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
1196 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of March, 1912, incorporating Messrs. Edmond Fournier, blacksmith, Louis St. Laurent, agent, Rosario Fournier, plumber, Alphonse Beaudet, travelling agent, of the village of Mont Joli, and Téléphore Morais, junior, commercial traveller, of the parish of Saint Fabien, for the following purposes :

To carry on the business of wholesale and retail merchants, and more particularly the wholesale and retail business of lumber of every kind and description, coal or other combustible, agricultural machinery and farming implements, machinery for roads, domestic machinery of all kind, such as sewing machines and other, farming tools, machinery for making brick, motors and engines of every kind, and any other implements, machinery and tools of every description, summer and winter vehicles, automobiles, chemical fertilizers, musical instruments iron wire, fence or other wire, galvanized iron roofing, tin, rough and cut stone, brick, marble, apparatus used to produce electricity, stoves, furniture, cables and rope of every kind, pipes, oil, lamps, provisions of all kinds, hardware ;

To act also as general or special agents, commission merchants or agents for any person, firm or corporation manufacturing or selling wholesale and retail any of the objects, merchandise or effects hereabove mentioned, or others similar ;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments ;

To acquire stocks in trade, sell them in block or in retail, or liquidate same by auction ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate moveable or immoveable property ;

To do all and everything in connection with any of the aforesaid objects or purposes, or proper for the attainment thereof, under the name of "La Compagnie de Transfert Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be in the village of Mont-Joli, district of Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
1210.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^{ième} jour de mars 1912, constituant en corporation MM. W. R. Brown, de la cité de Berlin, N. H., E., E. A., manufacturier, George Chahoon, jr, de la ville de Grand'Mère, manufacturier, Alexander MacLaurin, de la cité de Montréal, manufacturier, Robert F. Grant et Frank I. Ritchie, des Trois-Rivières, marchands de bois, dans les buts suivants :

Exploiter, établir et mettre en opération un système complet et efficace de protection contre le feu, y compris toutes les terres à bois dans la vallée de Saint-Maurice ;

Fournir de l'aide au cas de nécessité pour combattre le feu jusqu'à l'arrivée du propriétaire du terrain et ensuite coopérer avec lui ;

Poursuivre les transgresseurs des lois et règlements contre le feu ;

Promouvoir les mesures de législation et d'éducation pour conserver les ressources forestières en général ;

Coopérer avec le gouvernement de la province dans la protection des forêts et la conservation de réserves forestières ;

Etablir, maintenir et mettre en opération un système de téléphone sur les terres sous licence, en rapport avec les opérations de bois et les objets de l'association ;

Construire des chemins, voies et les maintenir sur les terres sous licence et sur toutes terres jugées nécessaires pour établir la communication avec les terres sous licence, suivant la loi ;

Construire et maintenir des tours d'observation ou stations de vigie sur différents points sur les terres sous licence et autres, suivant la loi, lorsqu'il sera nécessaire ;

Aider au rapprochement aucune et toutes corporations, sociétés ou personnes possédant ou louant des terres à bois sur la rivière Saint-Maurice ou ses tributaires, coopérer dans la protection des forêts contre le feu ;

Faire aucun et tous les actes qui peuvent être jugés nécessaires pour faire les affaires de la compagnie, qui peuvent être exécutés efficacement pour les buts dont l'incorporation est demandée, sous le nom de "The Saint Maurice Forest Protective Association Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
1209.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1^{er} mars 1912, par lesquelles "La Compagnie Manufacturière d'Allumettes de Saint-Casimir" a été autorisée à changer son nom en celui de "La Compagnie d'Allumettes des Laurentides".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
1221.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur bâtieses

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
1202 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of March, 1912, incorporating Messrs. W. R. Brown, of the city of Berlin, N. H., U. S. A., manufacturer, George Chahoon, jr., of the town of Grand'Mère, manufacturer, Alexander MacLaurin, of the city of Montreal, manufacturer, Robert F. Grant and Frank I. Ritchie, of Three Rivers, lumbermen, for the following purposes :

To formulate install and operate a thoroughly efficient system of protection from fire, including all the timber lands in the Saint Maurice Valley ;

To furnish emergency supervision in the fighting of fire until relieved by the land owner, and thereafter to cooperate with him ;

To prosecute transgressors of the fire laws and regulations ;

To promote legislative and educational measures, to conserve forest resources in general ;

To co-operate with the provincial government in the protection of forests, and the maintenance of forest reserves ;

To establish, maintain and operate a telephone system upon and over the lands, under license, in connection with lumbering operation and the objects of the association ;

To build roads, trails, and maintain the same upon and over the lands under license, and upon and over all lands deemed necessary to establish communication with the lands under license according to law ;

To build and maintain observation towers or lookout stations at various points, on the lands under license and others, according to law, as may be necessary ;

To bring closer together all and any corporations, partnerships, or persons owning or leasing timber lands on the Saint Maurice River or its tributaries, to cooperate in the protection of forests from fire ;

And to do any and all acts which may be deemed necessary to carry on the business of the company, that it may more effectually accomplish the purposes for which incorporation is sought, under the name of "The Saint Maurice Forest Protective Association Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
1210 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 1st day of March, 1912, by which "La Compagnie Manufacturière d'Allumettes de Saint-Casimir" has been authorized to change its name to "La Compagnie d'Allumettes des Laurentides".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
1222 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon" has been licensed and registered to transact the business of mutual insurance against fire, lightning and wind of build

situées sur des terres imposables dans la municipalité de Saint-Philémon.

Le principal bureau de la compagnie est à Saint-Philémon, comté de Bellechasse.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

1181.2

Avis est par le présent donné que "L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'une Association Mutuelle de Bienfaisance, dans cette province, dans le but de pourvoir et aider ses membres en cas de maladie ou accident, et à leurs héritiers en cas de décès.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quatorzième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor.

Québec.

1169.2

Avis est par le présent donné que "The Lumber Insurance Company of New York" a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance contre le feu, dans cette province.

Les nom et adresse du principal agent pour la province, est M. George H. White, Saint-Faustin, Qué.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor.

Québec.

1179.2

Québec, 28 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. A. Sigouin, écuier, notaire public, demeurant et pratiquant en la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feus Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux et J. B. D. Villemure, en vertu des dispositions du code du notariat. 939.5

Québec, 17 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par M. J. E. Marcil, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Félix Rieutord, en son vivant, notaire public, pratiquant à Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

C. J. SIMARD,

897.5

Sous-secrétaire de la province.

No 1738.11.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 20 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flavie, comté de Matane, les biends fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, le lot No 446, ainsi que les lots Nos 464 à 475 inclusivement, du 3ième rang, et d'annexer tout ce territoire à la

ings, situated upon taxable land within the municipality of Saint Philémon.

The head office of the company is at Saint Philémon, county of Bellechasse.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fifteenth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

1182

Notice is hereby given that "L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce" has been licensed and registered to transact in this province, the business of a Mutual Benefit Society, for the purpose of providing assistance to its members in case of sickness or accident, and to their heirs in case of death.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fourteenth day of March, 1912.

For the Treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Québec.

1170

Notice is hereby given that "The Lumber Insurance Company of New York" has been registered to transact in this province the business of fire insurance.

The name and address of the chief agent for the province, is Mr. George H. White, Saint Faustin, Que.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909 this fifteenth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Québec.

1180

Québec, 28th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by J. A. Sigouin, esquire, notary public, residing and practising in the town of Saint Jerome, county of Terrebonne, district of Terrebonne, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux and J. B. D. Villemure, in accordance with the provisions of the notarial code. 940

Québec, 17th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by J. E. Marcil, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Félix Rieutord, in his lifetime notary public, practising at Montréal, in accordance with the provisions of the notarial code.

C. J. SIMARD,

898

Deputy Provincial Secretary

No. 1738.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 20th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Sainte Flavie, county of Matane, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Flavie, the No. 446 and also the lots Nos. 464 to 475 inclusively, of the third range, and to annex the whole

municipalité scolaire de Saint-Rémi de la rivière
Métis. 1269.2

235.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de chacune des municipalités scolaires de Saint-Edouard, de Saint-Jean de la Croix et de Villeray, comté d'Hochelaga, tout le territoire compris dans les limites assignées à la paroisse de Sainte-Cécile par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 18 novembre 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Cécile. 1267.2

Québec, 17 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Edouard Archambault, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Denis, dans le comté de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu A. M. Archambault, en son vivant, notaire public, pratiquant à St-Antoine, comté de Verchères, conformément aux dispositions du code du notariat

C. J. SIMARD,

895.5

Sous secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition,

of the said territory to the school municipality of
Saint Rémi de la Rivière Métis. 1270

235.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from each to the school municipalities of Saint Edouard, Saint Jean de la Croix and Villeray, county of Hochelaga, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the parish of Sainte Cecile by proclamation published in the "Official Gazette" of the 18th November, 1911, and to erect same into a separate school municipality under the name of Sainte Cecile. 1268

Quebec, 17th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, by Edouard Archambault, esquire, notary public, practising and residing at Saint-Denis, in the county of Saint-Hyacinthe, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late A. M. Archambault, in his lifetime notary public, practising at Saint Antoine, county of Verchères, in the accordance with the provisions of the Notarial Code.

C. J. SIMARD,

896

Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall

devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins

up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the

utres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges pécuniaires à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be; but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

L. P. GEOFFRION,

921 Greffier de l'Assemblée Législative.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. P. GEOFFRION,

922 Clerk of the Legislative Assembly.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi érigeant les habitants du territoire de la paroisse canonique de Saint-Louis de Courville en municipalité distincte, pour les fins municipales pourvoyant à l'élection des conseillers au scrutin secret, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants.
Québec, 12 janvier 1912. 947.5

Vente par encan

Le 9e jour de mai 1912, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1911, dans leurs divisions respectives.

P. A. PATERSON,
Surintendant.
1285

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2168.

Dame Dorothée Racine dit Beauchesne, de la paroisse de Saint-Anicet, dit district, épouse commune en biens de Hector Quesnel, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Quesnel, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. ALEX. LEGAULT,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 8 mars 1912. 1299

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1777.

Dame Clara Baribeau, épouse commune en biens de Ernest Picard, boucher, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Ernest Picard, boucher, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 mars 1912.

C. A. ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 22 mars 1912. 1279

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6144.

Dame Elodia Lamarche, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, épouse d'Alcide Roy, briqueteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Roy, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour.

ERNEST HEBERT,
Avocat de la demanderesse.
Joliette, 22 février 1912. 973.4

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act erecting the inhabitants of the canonical parish of Saint Louis de Courville into a separate municipality, for the municipal purposes providing for the election of the councillors by secret ballot, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for petitioners.
Quebec, 12th January, 1912. 948

Auction Sale

On 9th May, 1912, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st April, 1911, in their respective divisions.

P. A. PATERSON,
Superintendent.
1286

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2168.

Dame Dorothée Racine, dit Beauchesne, of the parish of Saint Anicet, said district, wife common as to property of Hector Quesnel, farmer, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Hector Quesnel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

J. ALEX. LEGAULT,
Attorney for plaintiff.
Valleyfield, 8th March, 1912. 1300

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1777.

Dame Clara Baribeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Picard, butcher, of the same place, duly authorize "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Ernest Picard, butcher, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of March, 1912.

C. A. ARCHAMBAULT,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 22nd March, 1912. 1280

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6144.

Dame Elodia Lamarche, of the parish of Saint Alexis, in the district of Joliette, wife of Alcide Roy, bricklayer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Alcide Roy, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day.

ERNEST HEBERT,
Attorney, for plaintiff.
Joliette, 22nd February, 1912. 974

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Alice Lemieux, des cité et district de Montréal, épouse de Donat Ouellette, bourgeois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Donat Ouellet, bourgeois, du même lieu ; Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 mars 1912.

JALBERT PILON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 mars 1912. 1067.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Gertrude Mabel Smith, épouse de Alby W. Wheeler, du canton de Eaton, dans le district de Saint-François, commerçant, Demanderesse ;

vs

Le dit Alby W. Wheeler, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le défendeur a été instituée dans cette cause, le 6e jour de mars 1912.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 6 mars 1912. 1061.3

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*

No 118.

Dame Fanny Kindelston, de la ville de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Charles Kleiner, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 22 février 1912. 981.4

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*

No 111.

Dame Obéline Dion, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, district de Montmagny, a, ce jour, instituée une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Joseph Lemieux, cultivateur, ci-devant du même lieu, et maintenant de la paroisse de Saint-Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 12 février 1912. 979.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

No 937.

Dame Fimina Jutras, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Henri Cardinal, ouvrier, de la dite cité, a, le vingt-sixième jour de février mil neuf cent douze, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 29 février 1912. 977.4

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No 365. Dame Clara Leblanc, de la cité des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Alphonse Dureau, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre le dit Alphonse Dureau, son époux. Trois-Rivières, ce 4 mars 1912. Desilets & Desilets, procureurs de la demanderesse. 1085.3

C. S. No 1794, Floride Bélanger a, ce jour institué une action en séparation de biens contre Joseph Pruneau. Québec, 22 février 1912. Drouin, Drouin & Drouin. 945.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Alice Lemieux, of the city and district of Montreal, wife of Donat Ouellette, yeoman, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Donat Ouellette, yeoman, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, on the 6th of March, 1912.

JALBERT PILON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 6 March, 1912. 1068

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Gertrude Mabel Smith, wife of Alby W. Wheeler, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ;

vs

The said Alby W. Wheeler, Defendant.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this cause, on the 6th day of March, 1912.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 6th March, 1912. 1062

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*

No. 118.

Dame Fanny Kindelston, of the town of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles Kleiner, of the same place, merchant.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 22nd February, 1912. 982

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*

No. 111.

Dame Obéline Dion, of the parish of Cap Saint-Ignace, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her husband, Joseph Lemieux, farmer, heretofore of the same place and now of the parish of Saint-Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney o plaintiff.

Montmagny, 12th February, 1912. 980

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

No. 937.

Dame Fimina Jutras, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife "commune en biens" of Henri Cardinal, carpenter, of the said place, has, on the 26th day of February, one thousand nine hundred and twelve, instituted an action for separation from bed and board and property against her said husband.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 29th February, 1912. 978

Province of Quebec, district of Three Rivers, No. 365. Dame Clara Leblanc, wife common as to property of Alphonse Dureau, eating house keeper, of the city of Three Rivers, judicially authorized to "ester en justice", has instituted, to day, an action for separation as to property and from bed and board against the said Alphonse Dureau, her husband. Three Rivers, 4th March, 1912. Desilets & Desilets, attorneys for plaintiff. 1086

S. C. No. 1794, Floride Belanger, has, this day, instituted an action for separation as to property against Joseph Pruneau. Quebec, 22nd February, 1912. Drouin, Drouin & Drouin. 946

Province de Québec.—District de Saint-François.
—No 941.—Dame Winnifred P. Coates, épouse de
Martin H. Olson, du canton de Marston, dit dis-
trict, commerçant de bois, autorisée à ester en
justice, a intenté, ce jour, une action en séparation
de biens contre son mari. Sherbrooke, le 28 février
1912, J. Nicol, procureur de la demanderesse.

1023.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4050.

Dame Florence Mabel Love, de la cité de Montréal,
épouse commune en biens de George Frederick
Cowper, du même lieu, voyageur et agent,
Demanderesse ;

vs

Le dit George Frederick Cowper, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
dans cette cause, le 29 février 1912.

PATTERSON & JENKINS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 février 1912. 975.4

Province of Quebec.

District de Rimouski.—Cour Supérieure.—No
4502.—Dame Marie Chouinard, épouse commune
en biens de Léon Pelletier, de la paroisse de Sainte-
Angèle de Mérici, ci-devant marchand, dûment au-
torisée à ester en justice, a pris, ce jour, une action
en séparation de biens contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 30 janvier 1912. 923.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3187.

Dame Marie Louise Ratelle, des cité et district de
Montréal, épouse de J. Hormisdas Picard, bar-
bier, du même lieu, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs

Le dit J. Hormisdas Picard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée,
le 24e jour de février 1912.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 février 1912. 925.5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 33.

Dme Melina alias Minna Fregeau, épouse commune
en biens de Emile Charles Caron, manufacturier,
de Rougemont, dit district, dûment autorisé à
ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Emile Charles Caron, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 15 mars 1912.

BERNARD & GADBOIS,

Avocats de la demanderesse.

11, Place d'Armes, Montréal.
Saint-Hyacinthe, 15 mars 1912. 1273.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 873.

Dame Julia Thibault, épouse de Hormisdas Brise-
bois, agent, de la cité de Montréal et dûment
autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le
dit Hormisdas Brisebois, du même lieu, Défen-
deur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour,
instituée en cette cause.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 mars 1912. 1243.2

Province of Quebec.—District of Saint Francis.
—No. 941.—Dame Winnifred P. Coates, wife of
Martin H. Olson, of the township of Marston,
said district, wood dealer, authorized "à ester en
justice", has, this day, instituted an action for
separation as to property against her husband.
Sherbrooke, 28th February, 1912. J. Nicol, attor-
ney for plaintiff.

1024

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4050.

Dame Florence Mabel Love, of the city of Mon-
treal, wife common as to property of George
Frederick Cowper, of the same place, traveller
and agent, Plaintiff ;

vs

The said George Frederick Cowper, Defendant.
An action in separation as to property was insti-
tuted in this cause, 29th February, 1912.

PATTERSON & JENKINS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th February, 1912. 976

Province of Quebec.

District of Rimouski.—Superior Court.—No.
4502.—Dame Marie Chouinard, wife common as to
property of Leon Pelletier, heretofore merchant,
of the parish of Sainte Angèle de Mérici, duly au-
thorized "à ester en justice", has, this day, taken
an action for separation as to property against her
husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 30th January, 1912. 924

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3187.

Dame Marie Louise Ratelle, of the city and district
of Montreal, wife of J. Hormisdas Picard, barber,
of the city and district of Montreal, duly author-
ized to sue in law, Plaintiff ;

vs

The said J. Hormisdas Picard, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this case, the 24th day of February.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 27th February, 1911. 926

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 33.

Dme Melina alias Minna Fregeau, wife common as
to property of Emile Charles Caron, manufacturer,
of Rougemont, said district, duly authorized to
ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Emile Charles Caron, of the same place,
Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 15th March, 1912.

BERNARD & GADBOIS,

Attorneys for plaintiff.

11, Place d'Armes, Montreal.
Saint Hyacinth, 15th March, 1912. 1274

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 873.

Dame Julia Thibault, wife of Hormisdas Brisebois,
agent, of the city of Montreal, duly authorized to
"ester en justice" Plaintiff ; vs The said
Hormisdas Brisebois, of the same place, Defen-
dant.

An action for separation as to property has been
instituted, this day, in this cause.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th March, 1912. 1244

Requête

Avis est par le présent donné que conformément aux dispositions des articles 4391 à 4403 inclusive-ment, des statuts refondus de la province de Québec, une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par la "Verdun Baptist Church", dans la ville de Verdun, demandant l'incorporation en vertu des dispositions des dits articles, et que la dite requête sera ainsi présentée le premier jour de mai prochain ou aussitôt après que les dits requérants pourront être entendus.

BARRON & CUSHING,
Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mars 1912. 1223.2

En Liquidations

Canada,
Province de Québec, }
District d'Iberville. }

Avis public est donné que "La Compagnie A. D. Grégoire (Limitée)", constituée par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 3 février 1910, et ayant son bureau d'affaires en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, a été mise en liquidation et dissoute volontairement par une résolution unanimement adoptée à une assemblée des actionnaires de la dite compagnie, tenue en la dite ville de Saint-Jean, le dix-neuvième jour de mars courant, conformément aux dispositions du chap. 3, sec. VI, des statuts refondus de la province de Québec.

Et que MM. Ferdinand B. Drouin et Alphonse D. Grégoire ont été nommés liquidateurs de la dite compagnie.

Saint-Jean, ce vingt et unième jour de mars mil neuf cent douze.

LA CIE. A. D. GREGOIRE, LIMITÉE.
1295 Par A. D. GREGOIRE, Président.

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Rimouski. } Cour Supérieure.
No 4487

Dans l'affaire de La Cie de Biscuits de Rimouski,
En liquidation.

AVIS.

Conformément à l'article 7554 des Statuts refondus de la province de Québec de 1909, les soussignés donnent avis :

1° Que les biens meubles de La Cie de Biscuits de Rimouski, en liquidation, ont été vendus par les soussignés, le 19 mars 1912, aux enchères publiques et adjugés à H. C. Lepage et J. A. Talbot, de la ville de Rimouski.

2° Que une copie de l'acte de vente a été passé devant L. de G. Belzile, notaire, à Rimouski, le 19 mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés ainsi que le certificat du registraire concernant les dits immeubles.

3° Que la dite compagnie en liquidation a possédé les dits immeubles pendant les trois dernières années.

4° Que dans les 15 jours suivant la dernière assertion du présent avis, tout créancier de la dite com-

Petition

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of articles 4391 to 4403 inclusive, of the revised statutes of the province of Quebec, a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by the "Verdun Baptist Church", in the town of Verdun, praying for incorporation under the provisions of the said articles, and that the said petition will be so presented on the first day of May next, as soon thereafter as the said petitioners can be heard.

BARRON & CUSHING,
Notaries public for the petitioners.
Montreal, 20th March, 1912. 1224

In Liquidations

Canada,
Province of Quebec, }
District of Iberville. }

Public notice is given that "La Compagnie A. D. Grégoire (Limitée)", incorporated by letters patent granted by lieutenant governor of the province of Quebec, on the 3rd February, 1910, and having its principal place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, has been put into liquidation and voluntarily dissolved by a unanimous resolution adopted at a meeting of the shareholders of the said company, held in the said town of Saint Johns, on the nineteenth day of March instant, in conformity with the provisions of chap. 3, sec. VI, of the revised statutes of the province of Quebec.

And that Messrs. Ferdinand B. Drouin and Alphonse D. Grégoire have been appointed liquidators of the said company.

Saint Johns, this twenty first day of March, 1912.

LA CIE A. D. GREGOIRE, LIMITÉE,
1296 Per A. D. GREGOIRE, president.

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } Superior Court.
- No. 4487.

In the matter of "La Cie de Biscuits de Rimouski,"
En liquidation.

NOTICE.

In conformity with article 7554 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned give notice :

1. That the immoveable property of "La Cie de Biscuits de Rimouski", in liquidation, has been sold by the undersigned, on the 19th March, 1912, at public auction, and adjudged to H. C. Lepage and J. A. Talbot, of the town of Rimouski.

2. That a copy of the deed of sale has been made before Mtre L. de G. Belzile, notary, at Rimouski, on the 19th March, 1912, and has been deposited at the office of the undersigned with the registrar's certificate respecting the said immoveable property.

3. That the said company in liquidation has owned the said immoveable property during the last three years.

4. That during the 15 days following the last insertion of the present notice, any creditor of the

pagnie et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus, auront le droit de surenchérir de la manière indiquée aux articles 7555 et 7556 des statuts refondus de la province de Québec de 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Liquidateurs conjoints.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre,
Québec.

Québec, 19 mars 1912.

1255.2

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 841.

Dans l'affaire de The Boston Asbestos Company,
En liquidation.

Conformément à l'article 7554 des Statuts Refondus de la province de Québec de 1909, les soussignés donnent avis :

1. Que les biens immeubles de The Boston Asbestos Company, en liquidation, ont été vendus par les soussignés, le 15 février 1912, aux enchères publiques et adjugés à Joseph Dodier, de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell.

2. Que une copie de l'acte de vente a été passé devant M^{re} H. O. Roy, notaire, à Québec, le 1^{er} mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés ainsi que le certificat du registraire concernant les dits immeubles.

3. Que la dite compagnie en liquidation a possédé les dits immeubles pendant les trois dernières années.

4. Que dans les 15 jours suivant la dernière insertion du présent avis, tout créancier de la dite compagnie et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus auront le droit de surenchérir de la manière indiquée aux articles 7555 et 7556 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Liquidateurs conjoints.

Québec, 1^{er} mars 1912.

971.4

Avis de Faillites

District de Gaspé.

Dans l'affaire de Ernest Authier, de l'Anse au Beaufils, P. Q., marchand, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au deuxième jour d'avril 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

JAS. T. TUZO,
Curateur.
1281

Percé, 19 mars 1912.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. E. Dumais & Frère,
Insolvables.

Avis est par le présent donné que les faillia J. E. Dumais & Frère, m'ont fait une cession volontaire de tous leurs biens et effets, au bénéfice de leurs créanciers, devant T. E. Normand, notaire.

Les réclamations assermentées de leurs créances doivent être produites à mon bureau, sous un mois de cette date.

H. CARRIGAN,
Curateur.

Bureau au 2^{ème} étage de la
Banque Hochelaga.

Trois-Rivières, 19 mars 1912.

1245.2

said company, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveable property have the right to offer a higher bid in the manner indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint liquidators.

Office : 125, Saint Peter street,
Québec.

Québec, 19th March, 1912.

1256

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 841.

In the matter of The Boston Asbestos Company,
In liquidation.

In conformity with article 7554 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned give notice :

1. That the immoveable property of The Boston Asbestos Company, in liquidation, has been sold by the undersigned, on the 15th February, 1912, at public auction, and adjudged to Joseph Dodier, of the parish of Saint Adolphe de Dudswell.

2. That a copy of the deed of sale, has been made before M^{re} H. O. Roy, notary, at Quebec, on the 1st March, 1912, and has been deposited at the office of the undersigned with the registrar's certificate respecting the said immoveable property.

3. That the said company in liquidation has owned the said immoveable property during the last three years.

4. That during the 15 days following the last insertion of the present notice, any creditor of the said company, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveable property sold have the right to offer a higher bid in the manner indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint liquidators.

Québec, 1st March, 1912.

972

Bankrupt Notices

District of Gaspe.

In the matter of Ernest Authier, of l'Anse au Beaufils, P. Q., merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the second day of April, 1912, after which date dividends will be payable at my office.

JAS. T. TUZO,
Curator.
1282

Percé, 19th March, 1912.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of J. E. Dumais & Frère,
Insolvents.

Notice is hereby given that the bankrupts J. E. Dumais & Brother, have made a voluntary cession of all their wealth and goods, for the benefit of their creditors, in the presence of T. E. Normand, notary.

The sworn claims of their creditors must be produced at my office, a month from this date.

H. CARRIGAN,
Curator.

Office 2nd floor of
Hochelaga Bank.

Three Rivers, 19th March, 1912.

1246

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de Philéas Hamel, Roberval,
Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15 avril 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 27 mars 1912. 1345

District de Kamouraska.

In re C. F. Dionne, Sainte-Anne de la Pocatière,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 27 mars 1912. 1349

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de J. O. C. Duguay & Cie, Ouat-
chouan Falls, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 27 mars 1912. 1347

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Lynch & Sharpe, entrepreneurs,
Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15e jour d'avril 1912, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur,
50, rue Notre-Dame Ouest, Montréal.
Montréal, 30 mars 1912. 1351

District de Montréal.

Dans l'affaire de F. X. E. Grenier (Grenier Frères),
Montréal, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 mars 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs conjoints.

Bureau : 112, Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 27 mars 1912. 1341

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Jos. Eug. Germain, marchand de
fer, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que le ci-dessus nommé a, le 21e jour de mars 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au

District of Chicoutimi.

In the matter of Philéas Hamel, Roberval,
Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 15th April, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 27th March, 1912. 1346

District of Kamouraska.

In re C. F. Dionne, Sainte Anne de la Pocatière,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 26 March, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec 27th March, 1912. 1350

District of Chicoutimi.

In the matter of J. O. C. Duguay & Co., Ouat-
chouan Falls, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated the 26th March, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 27th March, 1912. 1448

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Lynch & Sharpe, contractors,
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 15th day of April, 1912, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the curator,
50, Notre Dame street West, Montreal.
Montreal, 30th March, 1912. 1352

District of Montreal.

In the matter of F. X. E. Grenier (Grenier Frères),
Montreal, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated the 26th March, 1912, we have been appointed joint curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

PREVOST & BEDARD,
Joint curators.

Office : 112, Saint James, Montreal.
Montreal, 27th March, 1912. 1342

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Jos. Eug. Germain, hardware
merchant, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has, on the 21st March, 1912, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his cre-

bureau du protonotaire de la cour supérieure, dit district, conformément à la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub-gardien provisoire.

Bureau : 112, Saint-Jacques.
Montréal, 27 mars 1912. 1339

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
W. A. Abbot, Demandeur ;

vs.

Ira S. Melloon, Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au quinzième jour d'avril 1912, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, Sherbrooke, Qué.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Sherbrooke, Qué., 29 mars 1912. 1353

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de J. A. Charland, Maisonneuve, Insolvable.

Avis est donné que, le 26e jour de mars 1912, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs conjoints.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 mars 1912. 1317

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Julien O. St. Denis, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 15 avril 1912.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs conjoints.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 30 mars 1912. 1319

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure*
No. 111.

Dans l'affaire de Dame E. A. Guimont, marchande, Montmagny, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 22e jour de mars 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints, et MM. J. F. Lemieux et Elz. Delage, de Québec, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dite insolvable, sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs conjoints.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre.
Québec. 1315

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
No. 41.

Dans l'affaire de Amyot & Courtemanche, plombiers et couvreurs, de la ville de Saint-Hyacinthe, Failli.

Avis est par le présent donné que les sus-nommés ont, le 23ième jour de mars 1912, fait suivant, la loi, cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs

diters, in the prothonotary's office, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub provisional guardian.

Office : 112, Saint James street.
Montreal, 27th March, 1912. 1340

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
W. A. Abbott, Plaintiff ;

vs.

Ira S. Melloon, Defendant and insolvent,

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the fifteenth day of April, 1912, after which date dividends will be payable at my office, Sherbrooke, Qué.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Sherbrooke, Que., 29th March, 1912. 1354

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Charland, Maisonneuve, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th day of March, 1912, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
93, Saint James street.
Montreal, 30th March, 1912. 1318

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Julien O. St Denis, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 15th April, 1912.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Joint curators.

Banque Nationale Buildings,
99, Saint James street.
Montreal, 30th March, 1912. 1320

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court*
No. 111.

In the matter of Dame E. A. Guimont, merchant, Montmagny, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 22nd day of March, 1912, we were appointed joint curators, and Messrs. J. F. Lemieux and Elz. Delage, of Quebec, inspector to this estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Joint curators.

Office : 93, Saint Peter street.
Quebec. 1316

Province of Quebec, }
District of St-Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 41.

In the matter of Amyot & Courtemanche, plumbers and roofers, of the town of Saint Hyacinth, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named have, on the 23rd day of March, 1912, made, according to law, an assignment of their property for

créanciers au bureau du protonotaire du district de St-Hyacinthe.

NAPOLEON ST-AMOUR,
Sub. gardien provisoire.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 27 mars 1912. 1337

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de B. Augustinus et Chs.-E. Painchaud
(Central Automobile Garage), de Montréal,
Insolvables.

Avis est donné que, le vingt-sixième jour de mars 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec"
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 30 mars 1912. 1335

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour de Circuit pour le*
No 8099. } *district de Montréal.*

Le 26^e jour de mars 1912.

Présent : l'honorable M. le juge Purcell.

B. Gross, Demandeur ;

vs

O. Chartrand, Défendeur ;

et

Henry Wemfield, Avocat distayant ;

et

The Saint Louis Preserving Company,

Opposants afin de conserver.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la "Gazette officielle de Québec", les créanciers du dit O. Chartrand, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite Gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

(Par ordre)

J. CARTIER,
Dép. G. C. C.

1313

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } CLOVIS LETTRE, De-
No 424. } mandeur ; vs DESIRE
BEAUDETTE, Défendeur.

La moitié nord-est de la moitié sud-ouest du lot de terre numéro seize, ancienne désignation, du premier rang du canton de Tingwick, connu et désigné au cadastre officiel du dit canton de Tingwick, sous le numéro soixante-un (61)—et les bâtisses y érigées.

the benefit of their creditors, at the office of the protonotary of the district of Saint Hyacinth.

NAPOLEON ST-AMOUR,
Sub. provisional guardian.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 27th March, 1912. 1338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of B. Augustinus and Chs.-E. Painchaud (Central Automobile Garage), of Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the twenty-six day of March, 1912, by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvents, who have made a judicial abandonment thereof for the benefit of their creditors.

Claims must be filed with me within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 30th March, 1912. 1335

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Circuit Court for the*
No. 8099. } *district of Montreal.*

The 26th day of March, 1912.

The Honorable Mr. justice Purcell.

B. Gross, Plaintiff ;

vs

O. Chartrand, Defendant ;

and

Henry Wemfield, Advocate, "distayant" ;

and

The Saint Louis Preserving Company,

Opposant "afin de conserver".

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the "Quebec Official Gazette", the creditors of the said O. Chartrand, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 673 and 674 articles of the code of civil procedure.

(By order)

J. CARTIER,
Dep. C. C. C.

1314

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } CLOVIS LETTRE, Plain-
No. 424. } tiff ; vs DESIRE BEAU-
DETTE, Defendant.

The north east half of the south west half of the lot of land number sixteen, old designation, in the first range of the township of Tingwick, known and described in the official cadastre for said township of Tingwick, under number sixty one (61)—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 mars 1912. 1009.2
[Première publication, 9 mars 1912.]

To be sold at the parochial church door of Saint Medard of Warwick, on the Tenth day of APRIL next (1912), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 6th March, 1912. 1010
[First published, 9th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : PHILIPPE TARDIF, De-
No 453. mandeur ; contre ERNEST
DUPUIS, Défendeur.

Les lots numéros cinq cent cinquante-cinq, cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept A (555, 556, 557 A) du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph-Beauce, 4 mars, 1912, 993.2
[La première publication du 17 février est nulle].
[Première publication, 9 mars 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : PHILIPPE TARDIF, Plain-
No. 453. tiff ; against ERNEST DU-
PUIS, Defendant.

Lots numbers five hundred and fifty five, five hundred and fifty six, five hundred and fifty seven A (555, 556, 557 A), of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the NINTH day of APRIL next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 4th March, 1912. 994
[First publication of the 17th February, 1912, is null.]
[First published, 9th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Chicoutimi, à savoir : PITRE GAUDREAU ; vs
No 4261. JOSEPH TREMBLAY,
de Saint-Henri de Taillon.

1° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Henri de Taillon, de 45 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins—avec fromagerie dessus construite, faisant partie de la demie-ouest du lot numéro 15, deuxième rang du canton Taillon ; borné en front au chemin public, en arrière et à l'est au terrain de Marcel Harvey, et à l'ouest par le terrain de Joseph Tremblay.

2° La moitié ouest du lot de terre numéro 15, du deuxième rang du même canton, de 50 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, sauf à distraire les emplacements appartenant à la succession de feu David Jobin et Silvio Larouche, ces deux emplacements bornant au chemin de front.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 4 mars 1912. 1015.2
[Première publication, 9 mars 1912.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : PITRE GAUDREAU ; vs
No. 4261. JOSEPH TREMBLAY,
of Saint Henri de Taillon.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Henri de Taillon, of 45 feet in width by 150 feet in depth, more or less—with cheese factory thereon erected, forming part of the western half of lot number 15, second range of the township Taillon ; bounded in front by the public road, in the rear and on the east by the land of Marcel Harvey, and on the west by the land of Joseph Tremblay.

2. The western half of the lot of land number 15, of the second range of the same township, of 50 acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, save and except to be withdrawn the emplacements belonging to the estate of the late David Jobin and Sylvio Larouche, such two emplacements bounding on the front road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Taillon, on the NINTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 4th March, 1912. 1016
[First published, 9th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **MICHEL GOUGEON**, De-
No 6138. } mandeur ; contre **DAME**
CORDELIA LAVOIE ET VIR, Défendeur.

1° Un emplacement connu et désigné sous le numéro vingt-neuf E (29 E), de la subdivision du numéro vingt-neuf, sur la rue Baby, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, mesurant soixante et seize pieds de front par cent pieds de profondeur—sans bâtisses.

2° Un emplacement connu et désigné sous le numéro vingt-neuf F (29 F), de la subdivision du numéro vingt-neuf, rue Baby, du dit cadastre, mesurant quarante-quatre pieds de front par cent pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le **PREMIER** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,
Joliette, 25 mars 1912.

Shérif.
1283

[Première publication, 30 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir : } **ALDERIC ALIAS ADE-**
No 270. } **RIC BROCHU**, de
la cité de Québec, Demandeur ; contre **JOSEPH**
GONTHIER, FILS, cultivateur, ci-devant de Saint
Charles, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une terre connue et désignée sous les numéros trois cent huit et trois cent neuf, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujettes aux charges imposées sur les lots susdits dans une donation de Joseph Gonthier, père, à Joseph Gonthier, fils, enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse, sous le No. 24713.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles, le **TRENTIEME** jour d'**AVRIL** prochain 1912, à **ONZE** heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif,
Montmagny, 26 mars 1912.

Shérif.
1311

[Première publication, 30 mars 1912.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **MICHEL GOUGEON**, Plain-
No. 6138. } tiff ; against **DAME**
CORDELIA LAVOIE ET VIR, Defendant.

1. An emplacement known and designated under the number twenty nine E (29 E), of the subdivision of number twenty nine (on Baby street), of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, measuring seventy six feet in front by one hundred feet in depth—without buildings.

2. An emplacement known and designated under the number twenty nine F (29 F), of the subdivision of number twenty nine (on Baby street), of the said cadastre, measuring forty four feet in front by one hundred feet in depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the **FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,
Joliette, 23rd March, 1912.

Sheriff.
1284

[First published, 30th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } **ALDERIC ALIAS ADERIC**
No. 270. } **BROCHU**, of the city
of Quebec, Plaintiff ; against **J. SEPH GONTIER**,
JUNIOR, farmer, heretofore of Saint Charles, and
now of parts unknown, Defendant.

A land known and designated under the numbers three hundred and eight and three hundred and nine, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Charles, county of Bellechasse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charges imposed on the aforesaid lots in a gift from Joseph Gonthier, senior, to Joseph Gonthier, junior, registered in the registry office of the county of Bellechasse, under the No. 24713.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles, on the **THIRTIETH** day of **APRIL** next, 1912, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office,
Montmagny, 26th March, 1912.

Sheriff.
1312

[First published, 30th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **N** **APOLÉON ST-AMOUR**,
No 13 } Curateur aux biens de dame Marie Rose DeLima Desautels, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph Jacob, entrepreneur, du même lieu, et y faisant affaires seule comme entrepreneur sous la raison sociale de "JOS. JACOB & CIE", Faillie.

Un terrain composé de deux parties de lots sis et situé dans le quartier St-Henri, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue du Couvent (ci-devant avenue Metcalf), mesurant vingt-six pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et les servitudes y attachées.

1. Deux pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, de la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro douze cent soixante et cinq (1265) ; borné au nord-ouest par le terrain ci-après décrit, au nord-est par partie du lot numéro douze cent soixante et dix, et au sud-est par le surplus du dit lot douze cent soixante et cinq ; 2. vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, de la partie sud-est du lot numéro douze cent soixante et quatre, des susdits plan et livre de renvoi officiels ; borné au nord-ouest par le surplus du dit lot douze cent soixante et quatre, au nord-est par le lot douze cent soixante et onze, et au sud-est par le terrain ci-dessus décrit ; les susdites deux parties de lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 27 mars 1912. 1235
Première publication, 23 mars 1912, est nulle.
[Première publication, 30 mars 1912]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **F** **ELIX D'ANSEREAU**,
No 2460. } négociant, de la cité de Montréal, Demandeur ; contre **ODILON DINELLE**, cultivateur, de l'Épiphanie, dans le district de Joliette, maintenant des cité et district de Montréal. Défendeur.

Un certain emplacement sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Rachel, connu et désigné sous le numéro deux mille neuf cent soixante et un, de la subdivision du lot officiel numéro cent quarante-huit (148, subd. 2961), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun, avec d'autres locataires.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 mars 1912. 1369
[Première publication, 30 mars 1912].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : **N** **APOLÉON ST. AMOUR**,
No 13. } Curator to the property of Dame Marie Rose DeLima Desautels, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Joseph Jacob, contractor, of the same place, and there doing business alone as contractor, under the firm name of "JOS. JACOB & CIE", Insolvent.

A lot of land composed of two parts of lots being and situate in Saint Henry ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Convent street (herebefore Metcalf Avenue), measuring twenty six feet in width by ninety two feet in depth, english measure—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies and the servitudes attached thereto.

1. Two feet in width by ninety two feet in depth, english measure, of the north west part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number twelve hundred and sixty five (1265) ; bounded on the north west by the lot hereinafter described, on the north east by part of lot number twelve hundred and seventy, and on the south east by the surplus of the said lot twelve hundred and sixty five ; 2. twenty four feet in width by ninety two feet in depth, english measure, of the south east part of lot number twelve hundred and sixty four of the aforesaid official plan and book of reference ; bounded on the north west by the surplus of the said lot twelve hundred and sixty four, on the north east by the lot twelve hundred and seventy one, and on the south east by the lot hereabove described ; the aforesaid two parts of lots form but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 27 March, 1912. 1236
First publication, 23rd March, 1912, is null.
[First published, 30th March, 1912]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : **F** **ELIX D'ANSEREAU**, tra-
No. 2460. } der, of the city of Montreal, Plaintiff ; against **ODILON DINELLE**, farmer, of l'Épiphanie, in the district of Joliette, presently of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain emplacement being and situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal—with buildings erected thereon ; bounded in front by Rachel street, known and designated under the number two thousand nine hundred and sixty one, of the subdivision of official lot number one hundred and forty eight (148 subd. 2961), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with right of way in the lane in the rear, in common with other tenants.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SECOND** day of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 27th March, 1912. 1370
[First published, 30th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **L** LOUIS CARRIER ; contre No 852. **L** JOSEPH AUBERT, père, savoir :

Partie du lot No 191 (cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de la Victoire ; borné au nord-est à Irénée Lagueux, au sud-ouest à David Aubert, étant une terre de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, et située au troisième rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, comté de Lévis, le **PREMIER** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 28 mars 1912. 1359
[Première publication, 30 mars 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **D**ANS une cause où **MARY** No 945. **S**IMPSON, est Demanderesse ; vs **JOHN TODD**, Défendeur, et **Adam Hamilton**, adjudicataire.

Avis est par le présent donné que l'immeuble premierement décrit, vendu en la présente cause, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, le trentième jour de novembre dernier, à onze heures et demie du matin, sera vendu de nouveau au même endroit, le

NGT-SIXIEME jour d'**AVRIL** prochain, à **NZE** heures **ET DEMIE** du matin, à la folle enchère du dit **Ad m Hamilton**, et que la vente des immeubles, deuxièmement, troisièmement et quatrièmement décrits, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, le trentième jour de novembre dernier, à onze heures et demie du matin, aura lieu le **VINGT-SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures **ET DEMIE** du matin, au même endroit.

Le dépôt d'une somme de cent piastres sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 28 mars 1912. 1357
[Première publication, 30 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.*

District de Rimouski, **A. LISTER & COMPANY**, No 411. **R. PANY**, Demandeurs ; vs **JOHN BOURGEOIS**, Défendeur, savoir :

Une terre contenant deux cents acres en superficie, étant les lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq (24-25), au cadastre officiel du quatrième rang du canton Amqui.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **L** LOUIS CARRIER ; against No. 852. **L** JOSEPH AUBERT, senior, to wit :

Part of lot No. 191 (one hundred and ninety one), on the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire ; bounded on the north east by Irénée Lagueux, on the south west by David Aubert, being a land of two arpents in front by thirty arpents in depth, and situate in the third range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis-de-Pintendre, county of Levis, on the **FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 28th March, 1912. 1360
[First published, 30th March, 1912].

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **I**N a cause in which **MARY** No. 945. **S**IMPSON, is Plaintiff ; vs **JOHN TODD**, Defendant, and **Adam Hamilton**, purchaser.

Notice is hereby given that the immoveable firstly described, sold in this cause, at the church door of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, on the thirtieth day of November last, at half past eleven o'clock in the forenoon, shall again be sold at the same place, on the **TWENTY SIXTH** day of **APRIL** next, at **HALF PAST ELEVEN** o'clock in the forenoon, at the "folle enchère" of the said **Adam Hamilton**, and that the sale of the immoveables secondly, thirdly and fourthly described which was to have taken place at the church door of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, on the thirtieth day of November last, at half past eleven o'clock in the forenoon, shall take place on the **TWENTY SIXTH** day of **APRIL** next, at **HALF PAST ELEVEN** o'clock, at the same place.

A deposit of the sum of one hundred dollars shall be exacted from each bidder before receiving his bid.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Quebec, 28th March, 1912. 1358
[First published, 30th March, 1912].

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.*

District of Rimouski, **A. LISTER & COMPANY**, No 411. **R. PANY**, Plaintiff ; vs **JOHN BOURGEOIS**, Defendant, to wit :

A land containing two hundred acres in superficies, being the lots numbers twenty four and twenty five (Nos. 24 and 25), on the official cadastre of the fourth range of the township Amqui.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Lac-à-Saumon, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS D'ANJOU,
Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 20 mars 1912. 1361
[Première publication, 30 mars 1912].

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska
Saint-François, à savoir : } **J. E. HUDON**, com-
No 388. } **merçant**, du village
de Chesterville, Demandeur ; contre **EUGENE GAGNON**, de la ville de Trois-Rivières, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Une terre faisant partie du lot numéro un, du dixième rang du canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, contenant six arpents moins une perche de front sur la profondeur du lot, sans garantie de mesure précise ; borné d'un côté à Pierre Ramsay, et de l'autre côté à Alex. Dussault, connue et désignée sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du canton de Wolfestown, sous les numéros un B (1-B), et un-C (1-C) du dixième rang du dit canton—avec les bâtisses dessus contruies.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Ham-Nord, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER.
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 5 mars 1912. 1035.2
[La publication du 24 février 1912 est nulle.]
[Première publication, 9 mars 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **OCTAVE GAUDET**,
No 765. } **Demandeur** ; contre
BENJAMIN RAMSAY ET AL. Défendeurs.

Comme appartenant à Abraham Ramsay, un des défendeurs en cette cause.

Un morceau de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro un (No 1), du neuvième rang, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Wolfestown ; borné aux deux bouts par les lignes des rangs, d'un côté par Léopold Paradis, et de l'autre côté par Benjamin Ramsay—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fortunat de Wolfestown, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 février 1912. 935.2
[Première publication 2 mars 1912.]

Lac à Saumon, on the THIRTIETH day of APRIL next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriffs' office, Shérif.
Rimouski, 20th March, 1912. 1362
[First published, 30th March, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Saint Francis, to wit : } **J. E. HUDON**, trader,
No. 388. } **of the village of Ches-**
terville, Plaintiff ; against **EUGENE GAGNON**,
of the town of Three Rivers, Defendant.

As belonging to the said Defendant :

A land forming part of lot number one, of the tenth range of the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, containing six arpents less one perch in front by the depth of the lot, without warranty of exact measurement ; bounded on one side by Pierre Ramsay, and on the other side by Alex. Dussault, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Wolfestown, under the numbers one B (1-B) and one-C (1-C), of the tenth range of the said township,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Lourdes of Ham-North, on the TENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 5th March, 1912. 1036
[The publication of the 24th February, 1912, is null.]
[First published, 9th March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **OCTAVE GAUDET**,
No. 765. } **Plaintiff** ; against
BENJAMIN RAMSAY ET AL. Defendants.

As belonging to Abraham Ramsay, one the defendants in this cause.

A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated as being the south east half of lot number one (No. 1), of the ninth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Wolfestown ; bounded on both ends by the range lines, on one side by Léopold Paradis, and the other side by Benjamin Ramsay—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, on the SECOND day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 26th February, 1912. 936—
[First published, 2nd March, 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, à savoir : **PHILEAS LARIVIERE**, Demandeur ; contre **HERMAN DUPUIS**, Défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-trois (43), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Richelieu, et la partie du lot numéro quarante-quatre (p. 44), des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant, la dite partie du lot, vingt pieds de largeur par cent six pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné en front par la rue Richelieu, en arrière par le terrain appartenant à Dame veuve Scott, d'un côté par le résidu du dit lot, et de l'autre par le lot sus-décret No 43—avec toutes les maisons et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Richelieu, **MERCREDI**, le **DIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, 1912, à **UNE** heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 4 mars 1912. 1011.2
[Première publication, 9 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal. **MYER LEVINE**, Demandeur ; vs **ALTER LEVINE**, Défendeur, savoir :

La moitié indivise de l'intérêt appartenant au défendeur, Alter Levine, dans une propriété achetée conjointement par les demandeur et défendeur dans cette cause, de Alexis Valloton, par acte devant F. X. Desrosiers, notaire, en date du 20 mai 1906, et enregistré dans le bureau d'enregistrement pour le comté de Terrebonne, sous le numéro 53130 ; laquelle dite propriété est plus particulièrement décrite comme suit :

1° Un morceau de terre connu comme lot numéro deux A (2A), dans le troisième rang du canton de Beresford comté et district de Terrebonne, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans le district de Terrebonne.

2° Une autre étendue de terre connue comme lot numéro un A (1A), dans le même rang, des mêmes plan et livre de renvoi officiels ; bornée au nord par le chemin du roi, au sud par le lac de la Truite, d'un côté à l'est par la ligne de division entre le canton de Morin et le susdit canton de Beresford, et de l'autre côté, à l'ouest, par le morceau de terre ci-dessus en premier lieu décrit.

3° Un autre morceau de terre à distraire du lot numéro deux B (2B), dans le dit troisième rang, y compris cette certaine partie à être trouvée depuis l'angle formé par la terre jusqu'à l'endroit où le dit chemin laisse le lot deux A (2A), pour entrer sur le lot numéro trois (3), jusqu'à ce qu'il touche

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : **PHILEAS LARIVIERE**, Plaintiff ; against **HERMAN DUPUIS**, Defendant.

A lot or emplacement known and designated under lot number forty three (43), of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Richelieu, and a part of lot No. forty four (p. 44), of the said plan and book, of the official cadastre, the said part of lot containing twenty feet in width by one hundred and six feet in depth, english measure, and bounded in front by Richelieu street, in the rear by the land belonging to Dame widow Scott, on one side by the residue of the said lot, and on the other side by the above described lot No. 43—with all the houses and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Richelieu, on **WEDNESDAY**, on the **TENTH** day of **APRIL** next, 1912, at **ONE** o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinth, 4th March, 1912. 1012
[First published, 9th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, **MYER LEVINE**, Plaintiff ; vs **ALTER LEVINE**, Defendant, to wit :

The undivided one half interest owned by Defendant, Alter Levine, in a property purchased jointly by plaintiff and defendant in this cause, from Alexis Valloton, by deed before F. X. Desrosiers, notary, dated 20th May, 1906, and registered in the registry office for the county of Terrebonne, under number 53130 ; which said property is more particularly described as follows :

1. A piece of land known as lot number two A (2A), in the third range of the township of Beresford, county and district of Terrebonne, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Agathe des Monts, in the said district of Terrebonne.

2. Another tract of land known as lot number one A (1A), in the same range, of the same official plan and book of reference ; bounded on the north by the King's road, on the south by the Lac de la Truite, on one side to the east by the division line between the township of Morin, and the aforesaid township of Beresford, and on the other side to the west by the firstly above described piece of land.

3. Another piece of land to be taken off from lot number two B (2B), in the said third range, including that certain part to be found from the angle formed by the land at the place where the said road leaves lot two A (2A), to enter lot number three (3), till it strikes the place where the road

l'endroit où le chemin traversant le dit numéro deux A (2A), est au point le plus près du lac de la Truite.

4° Un autre petit morceau de terre étant toute cette partie du lot numéro deux (2), dans le quatrième rang du susdit canton de Beresford, sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, lequel a été trouvé entre le chemin et le lot numéro deux A (2A), dans le troisième rang du canton de Beresford—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Sauf et excepté cependant les étendues de terre suivantes, lesquelles ne devant pas être vendues vu qu'elles n'appartiennent ni au demandeur ni au défendeur, les dites étendues ainsi exceptées étant plus particulièrement décrites comme suit :

Un lot de terre formant partie du dit lot numéro un A (1A), dans le troisième rang du canton de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Agathe des Monts, dit district de Terrebonne, composé comme suit : d'une petite étendue de terre vacante courant en bas depuis le chemin du roi jusqu'au Lac de la Truite, contenant cent cinquante pieds de front sur le dit chemin, et borné au sud par le dit lac, au nord par le dit chemin du roi, à l'est par un petit chemin proposé devant courir du chemin du Roi jusqu'au lac, et à l'ouest par la partie du dit lot numéro un A, au sud par le chemin du Roi.

D'une autre étendue de terre contenant aussi cent cinquante pieds de front sur le dit chemin sur deux cents pieds de profondeur, et bornée comme suit : au sud par le dit chemin du roi, au nord et à l'ouest par partie du dit lot numéro un A (1A), et à l'est par un autre chemin courant du dit chemin du Roi au nord et à travers le dit numéro un A (1A)—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées.

D'un autre lot de terre formant partie aussi du dit lot numéro un A (1A), et situé au bout nord du lot de M. Cunningham, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur dix pieds de profondeur, et borné à l'ouest par le chemin ci-dessus en dernier lieu mentionné, au nord et à l'est par partie du dit lot numéro un A (1A), et au sud par le dit lot de M. Cunningham—avec une grange et étable sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Agathe des Monts, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain 1912, à MIDI

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 4 mars 1912.

[Première publication, 9 mars 1912.]

Shérif.

1001.2

crossing the said number two A (2A), is at the nearest point to the Lac de la Truite.

4. Another small piece of land being all that part of lot number two (2), in the fourth range of the aforesaid township of Beresford, upon the official plan and book of reference aforesaid which is to be found between the road and lot number two A (2A), in the third range of the township of Beresford—together with buildings and all improvements thereon made and erected.

Save and except, however, the following tracts of land, which are not to be sold as not being owned by either plaintiff or defendant, said tract so excepted being more particularly described as follows :

A lot of land forming part of said lot number one A (1A), in the third range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, said district of Terrebonne, composed as follows : of a small vacant tract of land running down from the King's road to the lac de la Truite, containing one hundred and fifty feet frontage on said road, and bounded to the south by the said lake, to the north by the said king's road, to the east by a proposed small road to run from the King's road to the lake, and to the west by the part of said lot number one A (1A), south of the King's road.

Of another tract of land containing also one hundred and fifty feet in front on the said road by two hundred feet in depth and bounded as follows : to the south by the said king's road, to the north and to the west by portion of said lot number one A (1A), and to the east by another road running from said king's road to the north and through said lot number one A (1A)—with the house and other buildings thereon erected.

Of another lot of land forming part also of said lot number one A (1A), and situate of the north end of Mr. Cunningham's lot, containing ninety feet in width by ninety feet in depth ; and bounded on the west by the above last mentioned road, to the north and to the east by portion of said lot number one A (1A), and to the south by said Mr. Cunningham's lot—with a barn and a stable thereon erected.

To be sold at the church door of Sainte Agathe des Monts, on the ELEVENTH day of APRIL next, 1912, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 4th March, 1912.

[First published, 9th March, 1913.]

Sheriff.

1002

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : LA BANQUE NATIONALE.

No 212. L'ÉTAT, requérante ; vs JOSEPH ALFRED DESSUREAU, failli ; et EUGENE S. DE CARUFEL, curateur, à savoir :

1° Un terrain ou emplacement situé en la ville de Saint-Tite, faisant partie du lot No 243 (deux cent quarante-trois), au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite, contenant soixante-douze (72) pieds de largeur sur cent treize pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par le nord-est à la rue Notre-Dame, en profondeur, par le sud-ouest à J. A. Dessureault ou à ses représentants, joignant au nord à Eustache Delisle, et au sud à la rue du Moulin—avec un hôtel et autres bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances ;

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : LA BANQUE NATIONALE.

No. 212. L'ÉTAT, petitioner ; vs JOSEPH ALFRED DESSUREAU, insolvent ; and EUGENE S. DE CARUFEL, curator, to wit :

1. A lot of land or emplacement situate in the town of Saint Tite, forming part of lot No. 243 (two hundred and forty three), on the official cadastre for the parish of Saint Tite, containing seventy two feet (72) in width by one hundred and thirteen feet in depth, more or less ; bounded in front on the north east by Notre Dame street, in depth on the south west by J. A. Dessureault or his representatives, adjoining on the north Eustache Delisle, and on the south du Moulin street—with a hotel and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

2° La moitié indivise d'un terrain ou emplacement situé en la dite ville de Saint-Tite, étant de forme irrégulière et faisant partie du lot No 243 (deux cent quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite, contenant quatre-vingt-treize pieds de front, mesure anglaise, et longeant au nord le terrain de Napoléon Richard jusqu'à la rivière des Envies, ensuite suivant la dite rivière des Envies jusqu'à l'emplacement de Joseph Matton, et longeant au sud les terrains de Eustache Delisle, Alfred Dessureault, Odilon Lacoursière, Eugène Rouleau, Rézaine Beaudet, Orphir Louis Pichette et Joseph Gauthier, père; borné en front à la rue Notre-Dame, en profondeur par le sud-ouest au dit Joseph Matton, joignant au nord au dit Napoléon Richard, au nord-ouest à la dite rivière des Envies, et au sud aux dits Eustache Delisle, Alfred Dessureault, Odilon Lacoursière, Eugène Rouleau, Rézaine Beaudet, Orphir Louis Pichette et Joseph Gauthier, père—avec la moitié indivise d'une maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances, et aussi avec un chemin mitoyen entre l'immeuble ci-dessus décrit et celui du dit Eustache Delisle; le dit chemin mitoyen ayant une largeur de quatorze pieds.

3° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Tite, servant autrefois de route, comme chemin privé, faisant partie du lot No 209 (deux cent neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite, contenant dix-huit pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes, savoir: borné en front par le sud-ouest à la rivière des Envies, en profondeur par le nord-est au chemin public du dit lot, joignant au nord au surplus du dit lot appartenant aux représentants de feu François-Xavier Baril, et au sud, au lot numéro deux cent huit, appartenant aux dits représentants, circonstances et dépendances.

4° Un autre terrain situé en la paroisse de Saint-Tite, faisant partie du lot No 209, (deux cent neuf) du susdit cadastre, et situé au front du dit lot, contenant environ un arpent de largeur, compris le dit terrain ci-dessus désigné, sur un arpent et un quart de profondeur; borné en front à la dite rivière des Envies, en profondeur au surplus du dit lot numéro deux cent neuf, appartenant aux dits représentants du dit feu François-Xavier Baril, joignant au nord au surplus du dit lot numéro deux cent neuf, appartenant aux mêmes, et au sud au lot numéro deux cent huit, appartenant encore aux mêmes, circonstances et dépendances, et avec les fondations d'un moulin à farine situées sur le terrain décrit en second lieu, et aussi les fondations d'une écluse "chaussée" situées dans la rivière des Envies, vis-à-vis les dits terrains.

5. Un lopin de terre, de forme irrégulière, situé à Grand'Mère formant partie des lots officiels Nos. quatre-vingt-treize et quatre-vingt-quatorze (93 & 94), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cent dix pieds de largeur en front, cent-vingt-quatre pieds sur la ligne sud-ouest; cent treize pieds sur la ligne nord-est, et cinquante pieds de largeur en arrière, en suivant la ligne de démarcation du terrain de Thomas Desaulniers ou représentants, jusqu'au terrain de The Laurentide Paper Company ou représentants; borné en front au chemin public, avec toutes les bâties y érigées; le dit terrain maintenant officiellement décrit et désigné sous les Nos cent quatre-vingt-dix-neuf du plan de subdivision du lot officiel quatre-vingt-treize (93-199) et deux du plan de subdivision du lot officiel quatre-vingt-quatorze (94-2) fait par J. B. P. Casgrain, déposé et enregistré au bureau du comté de St-Maurice.

6. Une lisière de terre, à prendre et distraire du terrain ci-après décrit, mesurant, la dite lisière, environ trente-huit pieds de longueur et soixante de profondeur; bornée en arrière vers le sud, à quatre pieds des remises et de l'écurie érigées sur le terrain

2. The undivided half of a lot or emplacement situate in the said town of Saint Tite, being of irregular outline and forming part of lot No 243 (two hundred and forty three), of the official cadastre for the parish of Saint Tite, containing ninety three feet in front, english measure, and running along the north of the land of Napoléon Richard to the Rivière des Envies, then following the said Rivière des Envies to the emplacement of Joseph Matton, and running along to the south the lands of Eustache Delisle, Alfred Dessureault, Odilon Lacoursière, Eugène Rouleau, Rézaine Beaudet, Orphir Louis Pichette and Joseph Gauthier, senior; bounded in front by Notre-Dame street, in depth on the southwest by the said Joseph Matton, adjoining on the north the said Napoléon Richard, on the north west the said Rivière des Envies, on the south the said Eustache Delisle, Alfred Dessureault, Odilon Lacoursière, Eugène Rouleau, Rézaine Beaudet, Orphir Louis Pichette and Joseph Gauthier, senior, with the undivided half of a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also with a mitoyen road between the immovable hereabove described and that of the said Eustache Delisle; the said mitoyen road being of a width of fourteen feet.

3. A lot of land situate in the parish of Saint Tite, formerly used as a private road, forming part of lot No. 209 (two hundred and nine), of the official cadastre for the parish of Saint Tite, containing eighteen feet in width by the depth there may be between the following limits, to wit: bounded in front on the south west, by the Rivière aux Envies, in depth on the north east, by the public road, of the said lot, adjoining on the north the surplus of the said lot belonging to the representatives of the late François Xavier Baril, and on the south lot number two hundred and eight, belonging to the representatives—circumstances and dependencies.

4. Another lot of land situate in the parish of Saint Tite, forming part of lot No. 209 (two hundred and nine), of the aforesaid cadastre, and situate in front of the said lot, containing about one arpent in width, comprised the said lot of land hereabove designated by one arpent and a quarter in depth; bounded in front by the said Rivière aux Envies, in depth by the surplus of the said lot No. 209, belonging to the said representatives of the said late François Xavier Baril, adjoining on the north the surplus of the said lot number two hundred and nine, belonging to the same, and on the south lot number two hundred and eight, belonging to the same, circumstances and dependencies, and with the foundations of a flour mill situate on the land secondly described, and also the foundations of a dam (chaussée) situate in the Rivière des Envies, opposite the said land.

5. A parcel of land of irregular outline situate at Grand'Mère, forming part of the official lots Nos. ninety three and ninety four (93 and 94) of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, measuring one hundred and ten feet in width in front, one hundred and twenty four feet on the south west line, one hundred and thirteen feet on the north east line and fifty feet in width in the rear following the line of demarkation of the land of Thomas Desaulniers or representatives, as far as the land of The Laurentide Paper Company or representatives; bounded in front by the public road, with all the buildings erected thereon; the said land being now officially described as a lot designated under the Nos. one hundred and ninety nine of the subdivision of official lot ninety three (93-199) and two of the subdivision plan of official lot ninety four (94-2) made by J. B. P. Casgrain, filed and registered in the office of the county of Saint Maurice.

6. A strip of land to be taken and subtracted from the lot hereinafter described, measuring, the said strip, about thirty eight feet in length and sixty in depth; bounded in the rear on the south four feet from the sheds and the stable erected on the

ci-haut en premier lieu décrit, d'un côté, vers l'ouest, au terrain Joseph Paquin, de l'autre côté, vers l'est, à la ligne séparant le terrain ci-après décrit de celui en premier lieu désigné, et en front, vers le nord à une ligne imaginaire passant au bout nord de la maison servant d'hôtel érigé sur le terrain en premier lieu décrit, et se continuant parallèlement au mur du bout du dit hôtel et le continuant sur toute la largeur du terrain ci-après décrit, faisant partie du No quatre-vingt-quatorze du cadastre susdit—avec l'écurie y érigée et dépendances. Le terrain dont est extraite la lisière susdite est désigné comme suit : Une lisière de terre au dit lieu de Grand'Mère, faisant partie du numéro quatre-vingt-quatorze, du cadastre de Sainte-Flore, mesurant environ soixante pieds de largeur et cent trente pieds de profondeur ; borné en front par une rue conduisant au chemin des Piles, d'un côté vers l'est et en arrière au terrain ci-haut et en premier lieu décrit, et de l'autre côté vers l'ouest au terrain de Joseph Paquin.

7° Un droit de passage en commun avec Pierre Béland ou représentants, sur une lisière de terre de huit pieds de largeur, à prendre sur la ligne frontière nord de l'immeuble en premier lieu décrit et courant, depuis le chemin public et jusqu'à l'immeuble en second lieu désigné, soit sur environ soixante pieds de longueur et à distraire de l'immeuble suivant : une lisière de terre au dit lieu de Grand'Mère, formant le coin ouest du chemin public et d'une rue conduisant au chemin des Piles, mesurant cinquante-deux pieds et six pouces, sur la dite rue et cent trois pieds de longueur, sur le dit chemin public, formant partie du lot numéro quatre-vingt-treize, du cadastre officiel de Sainte-Flore ; borné à l'est et au nord par les rues susdites, en arrière ou vers le sud au terrain en premier lieu décrit, et de l'autre côté, vers l'ouest à la ligne frontière du numéro quatre-vingt-quatorze—avec hôtel et bâtisses construits sur ces terrains.

Pour être vendus comme suit, savoir : l'immeuble en premier lieu désigné séparément, et les immeubles en deuxième, troisième et quatrième lieux désignés, en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin ; et les immeubles en cinquième, sixième et septième lieux désignés, en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 26 mars 1912. 1371
[Première publication, 30 mars 1912.]

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que l'as-
Procureur-Général. } sistant-secrétaire
des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le vicariat apostolique du Témiscamingue, dans Notre province de Québec, tel que canonique-

lot of land hereabove firstly described, on one side to the west by the land of Joseph Paquin, on the other side to the east by the line dividing the land hereinafter described from that firstly designated, and in front towards the north by an imaginary line passing at the north end of the house used as a hotel erected on the lot firstly described, and continuing parallelly with the wall of the end of the said hotel, and continuing for the whole width of the lot hereinafter described, forming part of No. ninety four of the aforesaid cadastre—with the stable erected thereon and dependencies. The lot from which the aforesaid strip is taken is designated as follows : A strip of land at the said place of Grand'Mère, forming part of number ninety four of the cadastre of Sainte Flore, measuring about sixty feet in width and one hundred and thirty feet in depth ; bounded in front by a street leading to the Piles road, on one side towards the east and in the rear by the land hereabove firstly described, and on the other side towards the west by the land of Joseph Paquin.

7. A right of way in common with Pierre Béland or representatives, in a strip of land eight feet in width to be taken on the northern boundary line of the immovable firstly described and running from the public road to the immovable secondly described, say about sixty feet in length and to be taken from the following immovable : a strip of land of the said place of Grand'Mère, forming the western corner of the public road and a street leading to the Piles road, measuring fifty two feet and six inches on the said street, and one hundred and three feet in length on the said public road, forming part of lot No. ninety three of the official cadastre of Sainte Flore ; bounded on the east and north by the aforesaid streets, in the rear or towards the south by the lot firstly described, and on the other side, towards the west by the boundary line No. ninety four—with hotel and buildings erected on the said lands.

To be sold as follows : the immovable firstly designated separately ; and the immovables secondly, thirdly and fourthly designated in block, at the church door of the parish of Saint Tite, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon ; and the immovables fifthly sixthly and seventhly designated in block, at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th March, 1912. 1372
[First published, 30th March, 1912.]

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the assistant
Attorney General. } secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Apostolic Vicariate of Témiscamingue, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical

ment reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Edouard, dans le comté de Pontiac, dans le dit vicariat susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Edouard, dans le comté de Pontiac, comprend :

1° Dans le canton Fabre :

Tous les lots des rangs I, II, III, V nord, VI nord, VII nord, V sud, VI sud, VII sud, VIII sud, IX sud, X sud, au complet, et les lots de 1 à 51 inclus du rang IV ;

2° Dans le canton Mazenod :

Les lots de 1 à 8 inclus de chacun des rangs I, II, III, IV et V.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes co firmens, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Edouard, ci dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Edouard, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIÈME jour de M A R S, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1355

Sous-secrétaire de la province

Canada,
Province de }
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes..

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Procureur-Général.

ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent ", il est entre autres choses décrété que le " Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutis-

authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, a certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Edouard, in the county of Pontiac, in the aforesaid vicariat, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Edouard, in the county of Pontiac, comprises :

1. In the township Fabre :

All the lots in ranges I, II, III, V north, VI north, VII north, V south, VI south, VII south, VIII south, IX south, X south in full, and the lots from 1 to 51 inclusively of range IV ;

2. In the township Mazenod :

The lots from 1 to 8 inclusive of each of the ranges I, II, III, IV and V.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Edouard aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Edouard, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIRST day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1356

Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGELIER

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN.
Attorney General.

WHEREAS in and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix th

sants ; Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Gaspé, dans le district de Gaspé, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Denoue."

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Denoue", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Gaspé, dans le dit district de Gaspé, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable M. Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton Denoue, dans le comté de Gaspé, est borné au nord par le golfe Saint-Laurent, au sud par les terres vacantes de la Couronne, à l'est par la seigneurie de la Grande Vallée, à l'ouest par la seigneurie de la rivière Madeleine et les terres vacantes de la Couronne, et ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant, sur la ligne de haute mer du golfe Saint-Laurent, d'un point faisant l'extrémité nord de la limite ouest de la seigneurie de la Grande Vallée ; de ce point, qui est le coin nord-est du canton Denoue, la dite limite ouest de la seigneurie de la Grande Vallée, telle qu'actuellement établie sur le terrain, dans la direction du sud astronomique sur une longueur de (732.46 chs.) sept cent trente-deux chaînes et quarante-six chaînons (3 lieues), plus ou moins, jusqu'à la borne marquant le coin sud-ouest de la dite seigneurie qui est en même temps le coin sud-est du dit canton Denoue ; de là, dans une direction ouest astronomique, une ligne longue de trois cent cinquante-neuf chaînes et cinq chaînons (359.05 chs.), plus ou moins, jusqu'à la rencontre du prolongement de la limite est de la seigneurie de la rivière Madeleine ; de là, dans la direction du nord astronomique, le susdit prolongement sur une longueur de trois cent sept chaînes et vingt-cinq chaînons (307.25 chs.), plus ou moins, jusqu'à un poteau planté en 1877 par l'arpenteur C. F. Roy, pour déterminer le coin sud-est de la seigneurie de la rivière Madeleine, puis continuant dans la même direction, la limite est de la susdite seigneurie de la rivière Madeleine, telle qu'actuellement établie sur le terrain, sur une longueur de quatre cent quatre-vingt-trois chaînes et six chaînons (483.06 chs.), plus ou moins, jusqu'à la ligne de haute mer du golfe Saint-Laurent, à un point situé dans l'anse du Cap à l'Ours à cinq chaînes et vingt-cinq chaînons (5.25 chs.), au sud d'un poteau planté du côté nord de la dite anse en 1870, par l'arpenteur Ant. Painchaud, pour déterminer le coin nord-est de la susdite seigneurie de la rivière Madeleine ; de là, dans une direction générale est, la susdite ligne de haute mer du golfe Saint-Laurent et ses sinuosités, jusqu'au point de départ.

Le canton Denoue, tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de trente mille cinquante-neuf acres (30,059), plus ou moins, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, un canton sous le nom du canton "Denoue", à toutes fins et intentions

metes and bounds thereof" ; And whereas We have thought proper to constitute a certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Gaspé, in the district of Gaspé, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Denoue".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of the township "Denoue", the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of Gaspé, in the said district of Gaspé, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township Denoue, in the county of Gaspé, is bounded on the north by the Gulf of Saint Lawrence, on the south by the waste lands of the Crown, on the east by the seigniorie of Grande Vallée, on the west by the seigniorie of the river Madeleine and the waste lands of the Crown, and its limits are described as follows, to wit :

Starting on the high water mark of the Gulf of Saint Lawrence at a point forming the northern extremity of the western limit of the seigniorie of Grande Vallée ; from such point, which is the north east corner of the township Denoue, the said western limit of the seigniorie of Grande Vallée as actually established on the land in the south astronomical direction for a length of (732.46 chs) seven hundred and thirty two chains and forty six links (3 leagues), more or less, to a boundary marking the south, west corner of the said seigniorie which is at the same time the south-east corner of the said township Denoue ; thence, in a western astronomical direction a line three hundred and fifty nine chains and five links (659.05 chs) in length, more or less, to the junction of the prolongation of the eastern limit of the seigniorie of the Madeleine river ; thence, in a north astronomical direction the aforesaid prolongation for a length of three hundred and seven chains and twenty five links (307.25 chs), more or less, to a post planted in 1877 by surveyor C. F. Roy, to determine the south-east corner of the seigniorie of the Madeleine river, then, continuing in the same direction the eastern limit of the aforesaid seigniorie of the Madeleine river as actually established on the land for a length of four hundred and eighty three chains and six links (483.06 chs), more or less, to the high water mark of the Gulf of Saint Lawrence at a point situate in the Anse du Cap à l'Ours five chains and twenty five links (5.25 chs.) to the south of a post planted on the north side of the said Anse in 1870, by the surveyor Ant. Painchaud to determine the north-east corner of the aforesaid seigniorie of the river Madeleine ; thence, in a general easterly direction the aforesaid high water mark of the Gulf of Saint Lawrence and its sinuosities to the point of departure.

The township Denoue, as hereabove bounded occupies an area of thirty thousand and fifty nine (30,059) acres, more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of lands and forest.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the SIXTH day of the month of APRIL next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said SIXTH day of the month of APRIL next, a township under the name of the township "Denoue", for all intents, and purposes

quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Denoue", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à celles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent douze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1365

Sous-secrétaire de la province.

whatever, notwithstanding any error in the boundaries, all incorrect names or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Denoue", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIRST day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By order,

C. J. SIMARD,

1366

Deputy Provincial Secretary.

Nomination

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 mars 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission, sous le Grand Sceau de la province, Monsieur A.-Rives Hall, avocat, 83, rue Craig ouest, Montréal, district de Montréal. 1367

Appointment

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 28th March, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission, under the Great Seal of the province, Mr. A.-Rives Hall, advocate, 83, Craig west street, Montreal, district of Montreal. 1368

Avis du Gouvernement

No 4261-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 27 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., de 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, tout le territoire assigné à la paroisse de Saint-Anselme, par décret canonique publié dans la "Gazette officielle" du 18 mars 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Anselme. 1329

La formation d'une association sous le nom de "Goodwins Limited Mutual Aid Association", dans le but de pourvoir et maintenir des fonds pour venir au secours de ses membres durant la maladie, et à leurs familles en cas de décès, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 25 mars 1912.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-sixième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB.

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

1327

Government Notices

No. 4261-11

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Hochelaga, county of Hochelaga, the whole of the territory assigned to the parish of Saint Anselme by canonical decree published in the "Official Gazette" of the 18th March, 1911, and to erect same into a separate school municipality, under the name of Saint Anselme. 1330

The formation of an association under the name of "Goodwins Limited Mutual Aid Association" for the purpose of providing and maintaining funds for the assistance of its members during sickness, and their families in case of death, has been authorized by order in council dated the 25th of March, 1912.

The head office of the society, is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this twenty sixth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

1328

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Albert Edmund Holt, gentilhomme, Robertson Macculloch, gentilhomme, Thomas Chase Casgrain, Conseil en Loi du Roi, Victor Evelyn Mitchell, avocat et Gilbert Sutherland Stairs, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail emphytéotique ou ordinaire ou par aucun autre titre légal et posséder, tenir, vendre, louer, sous louer, hypothéquer, engager, aliéner des terrains, bâtisses, servitudes, tenements et héritages et droits sur ceux de toute sorte et description, ou en disposer autrement ou les mettre à profit ;

Changer, améliorer, embellir, démolir, enlever et autrement, faire les affaires avec des bâtisses possédées ou tenues par la compagnie, et bâtir, ériger et construire des bâtisses sur les terrains possédés, loués ou tenus par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est intéressée, et maintenir, réparer, conduire, surveiller et mettre en opération les bâtisses possédées ou tenues par la compagnie, et les louer, sous-louer, vendre, hypothéquer, engager, aliéner ou en disposer autrement, et octroyer des beaux ou sous-louer des chambres, bureaux ou appartements en icelles, aux termes et conditions qui peuvent être convenus et pourvoir et fournir aux locataires et autres l'éclairage, chauffage, pouvoir, services, messagers, téléphones, lavoirs, élévateurs, salles de rafraîchissement et d'attente et toutes autres commodités et avantages en usage ou nécessaires et en général faire les affaires de construire, posséder, louer, maintenir et mettre en opération des bureaux et autres bâtisses ;

Engendrer, manufacturer, produire, accumuler, acheter et employer la vapeur, gaz, air comprimé et électricité, les vendre ou en disposer autrement et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir aux occupants de toutes bâtisses possédées ou mises en opération par la compagnie, ou à toutes autres personnes, sociétés ou corporations, dans le district de Montréal, pourvu que les pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie, lorsqu'ils seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie, soient sujets aux lois provinciales et municipales et règlements à cette fin ;

Maintenir et mettre en opération des hôtels, restaurants et salles de rafraîchissement, et faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, sujets aux lois provinciales et locales ;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie, non requis immédiatement, en la manière qui peut être déterminée de temps en temps ;

Rénumérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Acheter, louer ou acquérir autrement toutes ou aucune partie des affaires, propriété, biens, franchises, clientèle, droits et privilèges avec ou sans la responsabilité des obligations de toute personne, société ou corporation faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie de payer pour ceux, soit en tout ou en partie en argent, ou en tout ou en partie en actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou autrement ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty first day of March, 1912, incorporating Messrs. Albert Edmund Holt, gentleman, Robertson Macculloch, gentleman, Thomas Chase Casgrain, advocate and King's Counsel, Victor Evelyn Mitchell, advocate and Gilbert Sutherland Stairs, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease, emphyteutic or ordinary or by any other legal title and to own, hold, sell, lease, sublet, hypothecate, pledge, alienate or otherwise dispose of or turn to account lands, buildings, easements, tenements and hereditaments and rights therein and thereunto of every kind and description ;

To alter, improve, embellish, demolish, remove and otherwise deal with buildings owned or held by the company and to build, erect and construct buildings on land owned, leased or held by the company or in which the company is interested and to maintain, repair, manage, superintend and operate buildings owned or held by the company and to lease, sublet, sell, hypothecate, pledge, alienate or otherwise dispose of the same and to grant leases of or sublet rooms, offices or apartments therein upon such terms and conditions as may be agreed upon and to provide for and supply to tenants and others light, heat, power, attendance, messengers, telephones, lavatories, elevators, refreshment and waiting rooms and all other conveniences and advantages usual or necessary, and generally to carry on the business of building, owning, leasing, maintaining and operating office and other buildings ;

To generate, manufacture, produce, accumulate, purchase and use steam, gas, compressed air and electricity, and to sell or otherwise dispose of and supply the same for light heat and power purposes to the occupants of any buildings owned or operated by the company, or to any other persons, firms or corporations, in the district of Montreal, provided that the powers hereby conferred on the company shall, when exercised outside the property of the company, be subject to provincial and municipal laws and regulations in that behalf ;

To maintain and operate hotels, restaurants and refreshment rooms, and to carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, subject to provincial and local regulations ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the shares of the company or any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company of the conduct of its business ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets, franchises, good-will, rights and privileges with or without assuming the liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in shares, bonds, debentures or other securities of the company, or otherwise ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement et de posséder, vendre des actions, stock, obligations, débetures et autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant ou conduisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, ou en disposer autrement, et garantir le capital d'icelle et intérêt et dividendes d'icelui, et voter et agir à l'égard de telle actions par l'entremise de tel agent ou agents que les directeurs peuvent nommer ;

Encourager ou aider à promouvoir toute compagnie pour les fins de la mise en opération de toutes affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, ou pour les fins d'acquérir tous ou aucun des biens de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en société ou aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et lui prêter de l'argent, garantir ses contrats et autrement aider toute telle compagnie ;

S'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou d'aucun d'eux, et promouvoir ou obtenir tout ordre provisoire ou Acte du Parlement ou de toute législature pour autoriser cette compagnie à mettre en opération aucun de ses objets ou pour toutes autres fins qui peuvent être jugées à propos et opposer toutes procédures ou demande qui peuvent paraître, directement ou indirectement, porter préjudice aux intérêts de la compagnie ;

Vendre toute ou aucune partie de la propriété, biens et entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, comme une affaire en opération ou autrement pour telle considération que la compagnie pourra juger à propos, et en particulier en tout ou en partie pour de l'argent, actions acquittées, stock, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toute ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs, fidé-commiss ou autrement et par l'entremise d'agents, fidé-commiss ou autrement et soit seule ou conjointement avec autres ;

Faire tous les autres actes et choses en rapport et utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux et de faire toutes affaires soit manufacturées ou autrement en rapport aux fins et objets ci-dessus mentionnés et qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduits convenablement par la compagnie ou calculés directement ou indirectement pour en augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des bien ou droits ;

Il est par le présent déclaré que c'est l'intention que les objets spécifiés dans chaque paragraphe de cette clause ne seront en aucune manière restreints ou limités par rapport

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on or conducting any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to guarantee the principal thereof and interest and dividends thereon, and to vote and act in respect of such shares through such agent or agents as the directors may appoint ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on any business altogether or in part similar to that of this company, or for the purpose of acquiring all or any of the property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this Company ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to lend money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such company ;

To amalgamate with any company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to promote or obtain any provisional order or Act of Parliament or of any legislature for enabling this company to carry any of its objects into effect or for any other purpose which may seem expedient and to oppose any proceedings or application which may seem directly or indirectly to prejudice the company's interests ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular the whole or in part for cash, paid up shares, stock, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and by or through agents, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them and to carry on any business whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects above set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights ;

It is hereby declared to be the intention that the objects specified in each paragraph of this clause shall be in no wise restricted or

aux ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou le nom de la compagnie, sous le nom de "The Royal Trust Realty Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1309

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mars 1912, constituant en corporation MM.J. Antoine Gauvin, pharmacien, Joseph Octave Goyette, médecin, Montréal, L. Wilfrid Gauvin, de Maisonneuve, agent, Pierre Paul Renaud, médecin, Arthur Gagné, avocat, de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange, ou autrement et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriété immobilière ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature ;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

A faire fonction d'agence ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement ; à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées, et pour protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie ; à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie, ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ou entreposées chez celle-ci ; à agir comme agent pour toute débenture, obligation, hypothèque ou autre valeur émise suivant la loi pour toute corporation municipale ou pour toute autre corporation constituée dans la province de Québec ou de la Puissance ;

Faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs ;

Prêter de l'argent aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie ;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque ;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux ;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir ;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements ;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles ou immeubles que la compagnie peut ou pourra acquérir ;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites, ou autres effets négociables ;

Assumer et payer tout lien, hypothèque ou autre charge qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera ;

limited by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "The Royal Trust Realty Company", with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand shares (5,000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal of business of the corporation, will be in the city of of Montreal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1310

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1912, incorporating Messrs. J. Antoine Gauvin, druggist, Joseph Octave Goyette, physician, Montreal, L. Wilfrid Gauvin, agent, of Maisonneuve, Pierre Paul Renaud, physician, Arthur Gagné, advocate, of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and hold, improve, subdivide, build, utilize, manage, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immoveables and immoveables and immovable property ;

To act as agent and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immoveables or for other transactions of a similar nature ;

To carry on operations as agents and brokers for any kind of insurance ;

To operate as an agency or company to act in the name of others who may confide money to it for the purposes of loan or investment ; to insure also the reimbursement of the capital and the payment of the interest or both, of any sums intrusted to the company for investment, and to protect the company against any loss on any security, obligation or advance made by the company ; to receive any kind of assets or securities transferred or conveyed to the said company or pledged or hypothecated in its favor or deposited with it ; to act as agent for any debenture, bond, hypothec or other security issued according to law for any municipal corporation or for any other corporation incorporated in the province of Quebec or the Dominion ;

To collect and gather money, rents, promissory notes, accounts, hypothecs, coupons and other securities ;

To loan money to clients, holders of lots and other persons doing business with the company ;

To carry on under its corporate name loan and investment operations of all kinds excepting the banking business ;

To take and hold hypothecs on real estate or other kinds of securities on the guarantee of which it wishes to loan its capital ;

To hold in all respects regarding the loan and the investment of its capital and business the same powers and privileges as an individual may have ;

To have power to receive money or any sums of money from persons or corporations desirous of loaning same on hypothec, and negotiate such loans and investments ;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable or immovable property that the company may or shall acquire ;

To make issue, give, accept, endorse, discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments ;

To assume and pay and lien, hypothec or other charge which may exist on immoveables that the company shall purchase ;

Acquérir et détenir toutes actions ou débetures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "Pret Immobilier, Limitée", avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
1323 Sous-secrétaire de la province.

2455.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591, S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Raymond, paroisse, comté de Portneuf, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, les Nos 567 et 568, et de les annexer à celle de Saint-Raymond, village.

1331

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Lévis, le cercle ci-dessous est autorisé, sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Télesphore".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 27 mars 1912. 1325

Québec, 26 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accorder en faveur de Joseph-Marie Savignac, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Césaire-Ernest Germain, en vertu des dispositions du code du notariat.

1321

En Liquidation

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée spéciale des actionnaires de "Modern Office Appliances Limitée", de Sherbrooke, district de Saint-François, tenue au bureau de la compagnie, lundi, 25 mars 1912, suivant la loi il a été décidé de dissoudre volontairement la dite "Modern Office Appliances Limitée", et que pour les fins de la dite dissolution, j'ai été nommé liquidateur.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre la dite "Modern Office Appliances Limitée" sont priées de les produire entre mes mains, au bureau de Bélanger & Bégin, 155, rue Wellington, Sherbrooke, Qué., d'ici à trente jours du présent avis.

F. CAMPBELL,
Liquidateur.

Sherbrooke, 26 mars 1912. 1333

To acquire and hold any stock or debentures in other companies and dispose thereof by alienation or otherwise, under the name of "Pret Immobilier, Limitée", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal of business of the corporation, will be in the city of of Montreal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
1324 Deputy Provincial Secretary.

2455.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Raymond, parish, county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Raymond, the Nos. 567 and 568, and to annex same to that of Saint Raymond, village.

1332

Public notice is hereby given that the farmers, club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Lévis, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's Club of the parish of Saint-Télesphore".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 27th March, 1912. 1326

Quebec, 26th March, 1912.

Notice is hereby given that His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased to authorize in favor of Joseph-Marie Savignac, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary Césaire-Ernest Germain, in accordance with the provisions of the notarial code.

1322

In Liquidation

Notice is hereby given that at a special meeting of the shareholders of "Modern Office Appliances Limited", of Sherbrooke, district of Saint Francis, held at the office of the company, on Monday, the 25th March, 1912, according to law, it was resolved to voluntarily dissolve the said "Modern Office Appliances Limited", and that for the purposes of the said dissolution, I have been appointed liquidator.

All persons having claims against the said "Modern Office Appliances Limited" are requested to file them with me at the office of Bélanger & Bégin, 155, Wellington street, Sherbrooke, Qué., within thirty days from this notice.

F. CAMPBELL,
Liquidateur.

Sherbrooke, 26th March, 1912. 1334

Avis Divers

Province de Québec, }
 D.istrict de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 680.
 Dame Mélanie Dufour, épouse commune en biens
 de Francis Boileau, plâtrier, dûment autorisée,
 à ester en justice, des cité et district de Montréal,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Francis Boileau, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le septième jour de mars 1912.
 J. A. BELANGER,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 7 mars 1912. 1343

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1925.
 Dame Eulalie Robert, épouse commune en biens
 de Joseph Potvin, menuisier, tous deux des cités
 et district de Montréal, et dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Joseph Potvin, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 15 février 1912.
 PERRON, TASCHEREAU,
 RINFRET & GENEST,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 15 février 1912. 911.4

Index de la Gazette Officielle de
Québec No 13.ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baribeau vs Picard.....	720
" Belanger vs Pruneau.....	681
" Chouinard vs Pelletier.....	722
" Coates vs Olson.....	722
" Dufour vs Boileau.....	744
" Frégeau vs Caron.....	722
" Kindelston vs Kleiner.....	721

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
 Dme L-blanc vs Dureau, 721 ; Dion vs Le-
 mieux, 721 ; Jutras vs Cardinal, 721 ; Racine
 vs Quesnel, 720.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant av.s., etc.,
 699.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—
 Assemblée législative, 717 ; Conseil législa-
 tit, 716

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de
 Saint-Télesphore, 743.

COMPAGNIE AUTORISÉE :—Goodwins Limited Mutual
 Aid Society, 739.

COMPAGNIES ENREGISTRÉES :—La Cie d'assurance
 mutuelle de la municipalité de la paroisse de
 Saint-Philémon, 714 ; L'Union Mutuelle des
 Voyageurs de Commerce, 715 ; The Lumber
 Insurance Coy of New York, 715.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Paroisse de Saint-
 Louis-de-Courville, 720.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No 680.
 Dama Mélanie Dufour, wife common as to property
 of Francis Boileau, plasterer, of the city and dis-
 trict of Montreal, duly authorized à ester en jus-
 tice, Plaintiff ;
 vs
 The said Francis Boileau, of the same place, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this case, the 7th day of March, 1912.
 J. A. BELANGER,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 7th March, 1912. 1344

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1925.
 Dame Eulalie Robert, wife common as to property
 of Joseph Potvin, joiner, both of the city and
 district of Montreal and duly authorized à ester
 en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Joseph Potvin, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this case, on the 15th of February,
 1912.
 PERRON, TASCHEREAU,
 RINFRET & GENEST,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 15th February, 1912. 912

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 13ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lamarche vs Roy	720
" Lemieux vs Ouellette.....	721
" Love vs Cowper.....	722
" Ratelle vs Picard.....	722
" Robert vs Potvin.....	744
" Smith vs Wheeler.....	721
" Thibault vs Brisebois.....	722

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—
 Dme Leblanc vs Dureau, 721 ; Dion vs Le-
 mieux, 721 ; Jutras vs Cardinal, 721 ; Racine
 vs Quesnel, 720.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices,
 etc, 699.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—
 Legislative Assembly, ; 717 Legislative Coun-
 cil, 716.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Parish of Saint
 Télesphore, 743.

COMPANY AUTHORIZED :—Goodwins Limited Mutual
 Aid Society, 739.

REGISTERED COMPANIES :—Mutual Insurance Coy
 of the municipality of the parish of Saint Phi-
 lémon, 714 ; L'Union Mutuelle des V.yageurs
 de Commerce, 715 ; The Lumber Insurance
 Coy of New York, 715.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Parish of
 Saint-Louis-de-Courville, 720.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Amyot & Courtemanche.....	726
Authier.....	724
Charland.....	726
Dionne.....	725
Duguay & Cie.....	725
Germain.....	725
Grenier.....	725

LETTRES PATENTES :—

Compagnie France & Canada.....	709
L'Association des Marchands Tailleurs de la cité et du district de Montréal.....	708
La Cie de Meubles de Robertsonville, Ltd.....	712
La Cie de Transfert Limitée.....	713
Prêt Immobilier, Ltd.....	742

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES :— La Cie
d'Alumettes des Laurentides, 714 ; La Vigie,
710.

LIQUIDATIONS :—La Cie A. D. Grégoire, Ltd, 723 ;
La Cie de Biscuits de Rimouski, 723 ; Modern
Office Appliances, Ltd, 743 ; The Boston As-
bestos Coy, 724.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :— Demande d'annexer
ou d'ériger :— Robertsonville, 707 ; Saint-
Anselme, 737 ; Sainte-Cécile, 716 ; Saint-Ray-
mond paroisse—Saint-Raymond village, 743 ;
Saint-Rémi de la Rivière Métis—Sainte-Fla-
vie, 717.

NOMINATIONS :—

Conseiller en Loi du Roi :— Aug. M. Tessier,
705 ; A. R. Hall, 739.

Juges de paix :—Districts de Montmagny, 706 ;
Ottawa, 706.

NOTAIRE, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSPORT :—
Par Edouard Archambault, 716 ; J. E. Marcil,
71 ; J. A. Sigouin, 715 ; J. A. Lussier, 707

ORDRE DE COUR :—Gross vs Chartrand, 727.

PROCLAMATIONS :— Canton Denoue, 737 ; Muni-
cipalité du village de Almaville, 706 ; Paroisse
de Saint-Edouard, 736.

REQ-ÊTE :—Verdun Baptist Church, 723.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :— Dominion Express
Companies, 720.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :— Lettre vs Beaudette, 727

BEAUCÉ :—Tardif vs Dupuis, 728.

CHICOUTIMI :— Goudreau vs Tremblay, 728.

JOLIETTE :—Gougeon vs Dme Lavoie et vir, 729.

MONTMAGNY :—Brochu vs Gonthier, fils, 729.

MONTREAL :—Dansereau vs Dinelle, 730 ; Desau-
tels (Dme), faillie, 730.

QUÉBEC :—Carrier vs Aubert, 731 ; Simpson (Dme)
vs Todd, 731.

RIMOUSKI :— Lister & Coy vs Dme Bourgeois, 731.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Guimont (Dme).....	726
Hamel.....	725
Lynch & Sharpe.....	725
Melloon.....	726
Painchaud et al.....	727
St. Denis.....	726

LETTRES PATENTES :—

Riverdale Park, Ltd.....	708
The Realty Loan and Investing Coy of Canada.....	710
The Royal Trust Realty Coy.....	740
The Saint Maurice Protective Association, Ltd.....	714
The Touzin Sand Coy, Ltd.....	712

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—La Cie d'Alu-
mettes des Laurentides, 714 ; La Vigie, 710.

LIQUIDATIONS :—La Cie A. D. Grégoire, Ltd, 723 ;
La Cie de Biscuit de Rimouski, 723 ; Modern
Office Appliances, Ltd, 743 ; The Boston Asbes-
tos Coy, 724.

SCHOOL MUNICIPALITIES :— Application to annex
or erect :—Robertsonville, 707 ; Saint Ansel-
me, 737 ; Sainte-Cécile, 716 ; Saint Raymond
parish—Saint Raymond village, 743 ; Saint
Saint Rémi de la Rivière Métis—Sainte-Flavie,
715.

APPOINTMENTS :—

King's Counsel :—Aug. M. Tessier, 705 ; A. R.
Hall, 739.

Justices of the peace :—Districts of Montmagny,
706 ; Ottawa, 706.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—
By Edouard Archambault, 716 ; J. E. Marcil,
715 ; J. A. Sigouin, 715 ; J. A. Lussier, 707.

ORDER OF COURT :—Gross vs Chartrand, 727.

PROCLAMATIONS :— Township Denoue, 737 ; Muni-
cipality of the village of Almaville, 706 ; Pa-
rish of Saint-Edouard, 736.

PETITION :— Verdun Baptist Church, 723.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :— Dominion Express
Companies, 720.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :— Lettre vs Berudette, 727.

BEAUCÉ :—Tardif vs Dupuis, 728.

CHICOUTIMI :— Goudreau vs Tremblay, 728.

JOLIETTE :—Gougeon vs Dme Lavoie et vir, 728.

MONTMAGNY :—Brochu vs Gonthier, junior, 728.

MONTREAL :—Dansereau vs Dinelle, 730 ; Desau-
tels (Dme), insolvent, 730.

QUÉBEC :—Carrier vs Aubert, 731 ; Simpson (Dme)
vs Todd, 731.

RIMOUSKI :— Lister & Coy vs Dme Bourgeois, 731.

SAINT FRANCIS :—Hudon vs Gagnon, 732.

SAINT HYACINTH :—Larivière vs Dupuis, 733.

TERREBONNE :—Levine vs Levine, 733.

THREE RIVERS :—La Banque Nationale vs Dessu-
reau, 35.

SAINT-FRANÇOIS :—Hudon vs Gagnon, 732.

SAINT-HYACINTHE :—Larivière vs Dupuis, 733.

TERREBONNE :—Levine vs Levine, 733.

TROIS RIVIÈRES :—La Banque Nationale vs Dessu-
reau, 735.